



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 19 JUIN 2017
GEMEENTERAAD VAN 19 JUNI 2017**

REGISTRE
REGISTER

**Présents
Aanwezig**

Emir Kir, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Döne Dayaran, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, Luc Frémal, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marie-Rose Laevers, *remplace le Secrétaire communal/vervangt de Gemeentesecretaris*.

**Excusés
Verontschuldigd**

Touria Laaraj, Thierry Balsat, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Neve, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

19.06.2017/A/0001 **Communication.**

Le Conseil prend connaissance.
22 votants : 22 votes positifs.

Mededeling.

De Raad neemt kennis.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

19.06.2017/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29 mai 2017; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 29 mai 2017, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
22 votants : 22 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 29 mei 2017; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 29 mei 2017. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

Geoffroy Clerckx entre en séance / treedt in zitting
Julie De Pauw entre en séance / treedt in zitting
Derya Bulduk entre en séance / treedt in zitting
Döne Dayaran quitte la séance / verlaat de zitting

19.06.2017/A/0003 **Conseil de l'Aide sociale; remplacement d'un membre.**

Le Conseil,

Vu la lettre du 5 avril 2017 et le mail du 8 juin par lesquels M. Willy VANDERKEERSSSEN (LB) présente sa démission comme conseiller au Conseil d'Aide sociale de Saint-Josse-ten-Noode à la date du 26 juin 2017;

Considérant qu'après vérification des 2 suppléants de M. Willy VANDERKEERSSSEN pour son remplacement au poste de conseiller(e) au Conseil de l'Aide sociale, il est constaté que M. LEFEVRE Jean et Mme DESMET Josiane n'habitent plus la Commune; Conformément aux dispositions de l'art. 10 de la loi organique du Conseil de l'Aide sociale;

Suite au dépôt, par la Liste du Bourgmestre (LB), d'une nouvelle liste de candidats, effectifs et suppléants, en vue du remplacement de M. Willy VANDERKEERSSSEN au Conseil de l'Aide sociale, conformément aux dispositions de l'art. 17 de la loi précitée; Conformément aux dispositions des art. 6 à 9 de la même loi précitée;

Décide :

D'entériner les présentations de :
M. AKYOL Safa Mustafa, comme membre effectif, et
Mme CHOQI Salima, comme membre suppléant.

Décision prise par scrutin secret. Le point est rejeté.
24 votants : 11 votes positifs, 13 votes négatifs.

Raad voor Maatschappelijk Welzijn; vervanging van een raadslid.

De Raad,

Gelet op het schrijven van 5 april 2017 en de mail van 8 juni 2017 waarbij Dhr. Willy VANDERKEERSSSEN (LB) zijn ontslag indient in zijn functie van raadslid in de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 26 juni 2017.

Gezien na onderzoek vastgesteld is dat de 2 plaatsvervangers van Dhr. Willy VANDERKEERSSSEN, namelijk Dhr. LEFEVRE Jean en Mw. DESMET Josiane niet meer op het grondgebied van de Gemeente wonen;

Overeenkomstig de bepalingen van art. 10 van de organieke wet van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Ingevolge de neerlegging, door de Lijst van de Burgemeester (LB), van een nieuwe lijst van werkende en plaatsvervangende kandidaten, met het oog op de vervanging van Dhr. Willy VANDERKEERSSSEN in de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, overeenkomstig de bepalingen van art. 17 van de voornoemde wet;

Overeenkomstig de bepalingen van de art. 6 tot 9 van dezelfde voornoemde wet;

Beslist :

Om de voorstellingen goed te keuren van :

Dhr AKYOL Safa Mustafa, als werkend lid, en
Mevr CHOQI Salima, als plaatsvervangend lid.

Besluit bij geheime stemming. Het punt wordt verworpen.
24 stemmers : 11 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Démission.pdf, Acte de présentation des candidats.pdf, Certif. résidence historique J. Desmet.pdf, Acte de présentation de candidats 11.10.2013.pdf, Certificat de résidence S. Choqi.pdf, Lettre de démission W. Vanderkeerssen.pdf, Certificat de résidence Safa Akyol.pdf, Certificat résidence historique J.-N. Lefevre.pdf

Cevdet Yildiz entre en séance / treedt in zitting

Döne Dagyarar entre en séance / treedt in zitting

Mustafa-Alperen Ozdemir entre en séance / treedt in zitting

19.06.2017/A/0004 **Avenant, d'une part, à la convention "concession du droit d'organiser et d'exploiter le parking communal souterrain de la rue Scailquin", et d'autre part, à son avenant des 18 septembre 1991, 30 décembre 2014, 15 juin 2015, 07 décembre 2015, du 12 juillet 2016 et du 8 septembre 2016 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la société anonyme PARKING SCAILQUIN.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment son article 117;

Vu la convention de concession portant sur le parking public communal sis rue Scailquin signée le 1er juillet 1987, laquelle est actuellement gérée par le concessionnaire S.A. PARKING SCAILQUIN ;

Vu le premier avenant à la convention précitée, tel que daté du 18 septembre 1991 ;
Que celui-ci prévoyait que l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN est prorogée jusqu'au 31 décembre 2014 ;

Vu le second avenant à la convention précitée, tel que daté du 30 décembre 2014 ;
Que celui-ci prévoyait la prolongation de l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN jusqu'au 30 juin 2015 ;

Vu le troisième avenant à la convention précitée, tel que daté du 15 juin 2015;
Que celui-ci prévoyait la prolongation de l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN jusqu'au 31 décembre 2015;

Vu le quatrième avenant à la convention précitée, tel que daté du 07 décembre 2015 ;
Que celui-ci prévoyait la prolongation de l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN jusqu'au 30 juin 2016;

Vu le cinquième avenant à la convention précitée, tel que daté du 12 juillet 2016 ;

Que celui-ci prévoyait la prolongation de l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN jusqu'au 31 décembre 2016;

Vu le sixième avenant à la convention précitée, tel que daté du 8 septembre 2016 ;
Que celui-ci prévoit la prolongation de l'actuelle concession du parking communal sous-terrain SCAILQUIN jusqu'au 30 juin 2017;

Considérant que la concession du parking communal souterrain SCAILQUIN a pour objet l'exploitation d'environ 550 emplacements répartis en 4 niveaux de parcage pour voiture et camionnettes automobiles, ainsi qu'une station-service avec bornes distributrices d'essence et des locaux y attenants destinés à des bureaux ;

Vu les délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins des 12 juin 2012, 14 août 2012 et 02 octobre 2012, lesquelles prévoient que la clause d'attribution « automatique » au profit de la S.A. SCAILQUIN, figurant en l'article 3 de la convention de concession du 1er juillet 1987, doit être réputée non écrite ;

Vu que la rédaction d'un cahier spécial des charges pour la rénovation, la transformation et la mise en concession du parking est en cours.

Vu que ce cahier des charges sera terminé avant la fin de l'année 2017.

Que les travaux de structure, d'hermétisation et de rénovation du béton décrits dans le cahier des charges sont estimés à un montant supérieur à 3.500.000,00 EUROS ;

Que des travaux d'amélioration des accès et du confort d'utilisation devraient coûter entre 3.500.00,00 EUROS et 6.000.000 EUROS ;

Considérant l'importance des travaux de rénovation et de mise en conformité à réaliser ;

Considérant le coût important des travaux estimés;

Considérant qu'il apparaît que l'octroi d'une concession de travaux publics semble la solution la plus pertinente ;

Considérant les principes de précaution, de sécurité juridique et de bonne administration imposant à la Commune un travail de rédaction complet et minutieux du cahier des charges de la concession de travaux;

Que cet exercice requiert un nouveau délai minimum de six mois, en ce que les précédents délais accordés dans le cadre des avenants précédents s'avèrent manifestement insuffisants;

Qu'en effet, les services communaux ont entrepris diverses démarches leur permettant de soumettre au Collège des Bourgmestre et Échevins la solution la plus avantageuse pour la Commune avant de proposer celle-ci au Conseil communal ;

Considérant dès lors que les travaux de rénovation, de transformation et de mise en conformité peuvent être mis à charge du nouveau concessionnaire, dans le cadre d'une concession de travaux publics, lequel serait désigné après une nouvelle procédure d'attribution;

Qu'en effet, la commune pourra se prévaloir, dans les documents contractuels, que les travaux précités seront exclusivement à charge du concessionnaire;

Vu l'engagement précédent par la Commune d'un agent chargé de la coordination de ce dossier ;

Considérant l'enjeu que représente le parking pour les finances communales ;

Considérant la diminution conséquente, depuis quatre ans, de la redevance de concession versée à la Commune ;

Considérant qu'il est donc impérieux pour la Commune de contracter un nouvel avenant avec la S.A. PARKING SCAILQUIN afin de prolonger l'actuelle concession pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2017;

Considérant qu'en fonction de l'état d'avancement du marché de concession de travaux, et dans le cas où la période de 6 mois ne permettrait pas d'attribuer le marché, un tel avenant pourrait le cas échéant être renouvelé de manière expresse, et ce moyennant l'accord de l'ensemble des parties ;

Vu l'état des finances communales ;

Considérant également qu'au vu de l'importance que revêt cet établissement en matière de stationnement pour le quartier, l'exploitation de celui-ci ne pourrait être interrompue ;

Considérant que l'exploitation du parking s'inscrit en droite ligne dans le principe fondamental de continuité du service public ;

Considérant que le projet d'avenant contient toutes les réserves de rigueur ;
Que d'une part, il est précisé que l'avenant n'aura d'effets juridique que « *sous toutes réserves généralement quelconques quant aux droits et obligations tant de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode que de la S.A. PARKING SCAILQUIN relativement à la situation antérieure à la signature du présent avenant* » ;
Qu'une telle disposition offre l'avantage de la sauvegarde des droits acquis ou restant à revendiquer par la Commune, et ce dans le cadre de l'exécution de la convention de concession du 1er juillet 1987 et de ses avenants ;
Que d'autre part, l'avenant précise également explicitement qu'il n'aura d'effets juridique que « *(...) sous réserve de la suspension ou de l'annulation par l'autorité de tutelle de la délibération du Conseil communal du 19 juin 2017* » ;

Considérant que le présent parking revêt une importance fondamentale en termes de mobilité pour la Commune qui subit actuellement une saturation complète de son offre de stationnement ;

Considérant par conséquent qu'il est impératif de prolonger la présente concession pour une nouvelle période de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Vu l'urgence ;

Décide :

Art.1 D'approuver le projet d'avenant ci-joint ;

Art.2 D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à conclure, au nom de la Commune, l'avenant annexé à la présente délibération, et ce sous réserve de la suspension ou de l'annulation par l'autorité de tutelle à intervenir et afférente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 26 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Geoffroy Clerckx.

Aanhangsel, enerzijds, bij de overeenkomst « concessie van het recht om de gemeentelijke ondergrondse parking van de Scailquinstraat te organiseren en uit te baten », en anderzijds, bij haar aanhangsel van 18 september 1991, 30 december 2014, 15 juni 2015, 7 december 2015, 12 juli 2016 en 8 september 2016 tussen de

Gemeente Sint-Joost-ten-Node en de naamloze vennootschap PARKING SCAILQUIN.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid haar artikel 117;

Gelet op de concessieovereenkomst betreffende de gemeentelijke openbare parking gelegen Scailquinstraat ondertekend op 1 juli 1987, die momenteel beheerd wordt door de concessiehouder nv PARKING SCAILQUIN ;

Gelet op het eerste aanhangsel, daterend van 18 september 1991, bij de voornoemde overeenkomst ;

Dat dit voorzag dat de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN verlengd werd tot 31 december 2014 ;

Gelet op het tweede aanhangsel bij voornoemde overeenkomst, daterend van 30 december 2014;

Dat dit voorzag dat de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN verlengd werd tot 30 juni 2015 ;

Gelet op het derde aanhangsel bij voornoemde overeenkomst, daterend van 15 juni 2015; Dat dit voorziet dat de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN verlengd wordt tot 31 december 2015 ;

Gelet op het vierde aanhangsel bij voornoemde overeenkomst, daterend van 7 december 2015 ;

Dat dit de verlenging voorzag van de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN tot 30 juni 2016 ;

Gelet op het vijfde aanhangsel bij voornoemde overeenkomst, daterend van 12 juli 2016 ; Dat dit de verlenging voorzag van de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN tot 31 december 2016 ;

Gelet op het zesde aanhangsel bij voornoemde overeenkomst, daterend van 8 september 2016 ;

Dat dit de verlenging voorziet van de huidige concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN tot 30 juni 2017;

Overwegende dat de concessie van de gemeentelijke ondergrondse parking SCAILQUIN de exploitatie tot doel heeft van ongeveer 550 plaatsen verdeeld over 4 parkeeretages voor auto's en bestelwagens, alsook een benzinstation met benzineverdeelpompen en aangrenzende lokalen bestemd voor kantoren;

Gelet op de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 juni 2012, 14 augustus 2012 en 02 oktober 2012, die bepalen dat de « automatische » toewijzingsclausule ten voordele van de nv SCAILQUIN, vermeld in artikel 3 van de concessieovereenkomst van 1 juli 1987, dient te worden beschouwd als niet geschreven ;

Gelet op de ontwerpen van een bijzonder bestek voor de renovatie, verbouwing en de toekenning van een concessie;

Gelet dit bijzonder bestek afgemaakt zal zijn voor het einde van de jaar 2017;

Dat de in het bijzonder bestek beschreven structuur-, renovatie- en hermetische sluitingswerken van het beton worden geraamd op een bedrag hoger dan 3.500.000,00 Euro ;

Dat verbeteringswerken van de toegangen en van het gebruikscomfort tussen 3.500.00 Euro en 6.000.000 Euro zouden moeten kosten ;

Overwegende het belang van de uit te voeren werken van renovatie en in conformiteitstelling ;

Overwegende de belangrijke kost van de geraamde werken;

Overwegende dat de toekenning van een concessie van openbare werken de meest relevante oplossing lijkt;

Overwegende de principes van behoedzaamheid, juridische veiligheid en goed bestuur die de Gemeente een volledige en zorgvuldige opstel opleggen van de bijzonder opstek van de concessieovereenkomst voor openbare werken;

Dat deze oefening een nieuwe minimumtermijn vereist van zes maanden, doordat de voorheen toegekende termijnen in het kader van de voorgaande aanhangsels duidelijk onvoldoende bleken ;

Dat de gemeentediensten immers diverse stappen hebben ondernomen die hen toelieten om aan het College van Burgemeester en Schepenen de meest voordelige oplossing voor te leggen voor de Gemeente alvorens deze voor te stellen aan de Gemeenteraad ;

Overwegende bijgevolg dat de werken van renovatie en conformiteitstelling ten laste kunnen worden beschouwd van de nieuwe concessiehouder, in het kader van een concessie van openbare werken, die zou worden aangeduid na een nieuwe gunningsprocedure;

Dat de gemeente zich immers zal kunnen beroepen op het feit, vermeld in de contractuele documenten, dat de voornoemde werken exclusief ten laste zullen zijn van de concessiehouder ;

Gelet op de eerdere aanwerving door de Gemeente van een ambtenaar belast met de coördinatie van dit dossier ;

Overwegende de uitdaging die de parking biedt voor de gemeentelijke financiën ;

Overwegende de consequente daling, sedert vier jaar, van de concessiebijdrage gestort aan de Gemeente ;

Overwegende dat het dus dringend is voor de Gemeente om een nieuw aanhangsel af te sluiten met de nv PARKING SCAILQUIN teneinde de huidige concessie te verlengen voor een duur van 6 maanden, hetzij tot 31 december 2017;

Overwegende dat in functie van de voortgang van de opdracht van de concessie voor werken, en in het geval dat de periode van 6 maanden niet zou toelaten om de van de komende concessie toe te wijzen, een dergelijk aanhangsel eventueel uitdrukkelijk zou kunnen worden vernieuwd, en dit mits het akkoord van alle partijen ;

Gelet op de toestand van de gemeentelijke financiën ;

Overwegende tevens dat gelet op het belang van deze vestiging voor wat het parkeren betreft in de buurt, deze niet kan worden onderbroken;

Overwegende dat de uitbating van de parking rechtstreeks aansluit op het fundamentele continuïteitsprincipe van de openbare dienst ;

Overwegende dat het ontwerp van aanhangsel alle strenge voorbehouden bevat ;

Dat enerzijds wordt gepreciseerd dat het aanhangsel enkel juridische gevolgen zal

hebben « *onder alle voorbehoud wat de rechten en verplichtingen betreft van zowel de Gemeente Sint-Joost-ten-Node als van de nv PARKING SCAILQUIN met betrekking tot de situatie voorafgaand aan de ondertekening van dit aanhangsel* » ;

Dat een dergelijke bepaling het voordeel biedt van de bewaring van de verworven of nog te eisen rechten door de Gemeente, en dit in het kader van de uitvoering van de concessieovereenkomst van 1 juli 1987 en van haar aanhangsels ;

Dat anderzijds het aanhangsel tevens uitdrukkelijk preciseert dat het enkel juridische gevolgen zal hebben « (...) *onder voorbehoud van de opschorting of van de annulering door de toezichthoudende overheid van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 juni 2017* » ;

Overwegende dat deze parking van fundamenteel belang is op het vlak van mobiliteit voor de Gemeente, die momenteel een volledige verzadiging ondergaat van haar parkeeraanbod ;

Overwegende bijgevolg dat het strikt noodzakelijk is om deze concessie te verlengen voor een nieuwe periode van 6 maanden, hetzij tot 31 december 2017;

Gelet op de dringendheid ;

Beslist :

Art.1 Om het hierbij gevoegde ontwerp van aanhangsel goed te keuren ;

Art.2 Om het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan om, op naam van de Gemeente, het aanhangsel bijgevoegd bij deze beraadslaging af te sluiten, en dit onder voorbehoud van de uit te voeren opschorting of van de bijhorende annulering door de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 26 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Geoffroy Clerckx.

Oui/Ja : Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, Abdesselam Smahi, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Döne Dagyan, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Mustafa Alperen Özdemir, Derya Bulduk, Luc Fremal, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, Gabriela Mara, Emir Kir.

Abstention/Onthouding : Geoffroy Clerckx.

1 annexe / 1 bijlage

20170606_Avenant_Juin_2017_V2.pdf

19.06.2017/A/0005 **Contrat de quartier Durable « Axe-Louvain » ; Construction d'une Maison des Cultures et de la Cohésion sociale et de trois logements à caractère social. ; Approbation des conditions, du mode de passation et de l'estimation ; Appel d'offres ouvert**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 décembre 2015 relative à l'attribution du marché d'études pour le marché "Construction d'une Maison des Cultures et de la Cohésion sociale et de trois logements à caractère social." ;

Considérant le cahier des charges N° 2017/3238 et le reste du dossier d'exécution qui y est lié relatifs aux travaux établis par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.639.000 € (HTVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles « 7623/723-60, 8400/723-60, 9220/723-60 » du budget communal extraordinaire de 2017.

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2017/3238 et le reste du dossier d'exécution qui y est lié ainsi que le montant estimé du marché "Construction d'une Maison des Cultures et de la Cohésion sociale et de trois logements à caractère social.", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.639.000 € (HTVA) ;

- de passer le marché par l'appel d'offres ouvert ;

- de soumettre le marché à la publicité européenne ;

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux articles « 7623/723-60, 8400/723-60, 9220/723-60 » du budget communal extraordinaire de 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Duurzame wijkcontract "As-Leuven" ; Bouw van een Huis van Culturen en Sociale Samenhang en van drie sociale woningen. ; Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en van de raming ; Open offerteaanvraag.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 9 december 2015 betreffende de gunning van de ontwerpoperdacht voor de opdracht "Bouw van een Huis van Culturen en Sociale Samenhang en van drie sociale woningen." ;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. 2017/3238 en de rest van het uitvoeringsdossier dat ermee verband houdt werden opgesteld door de ontwerper ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 6.639.000 € (Exclusief BTW);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open offerteaanvraag ;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave wordt ingeschreven op artikelen "7623 / 723-60, 8400 / 723-60, 9220 / 723-60" van de buitengewone gemeentelijke begroting 2017.

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2017/3238, de raming en de rest van het uitvoeringsdossier dat ermee voor de opdracht “Bouw van een Huis van Culturen en Sociale Samenhang en van drie sociale woningen.”, opgesteld door de ontwerper . De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 6.639.000 € (Exclusief BTW) ;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open offerteaanvraag.
- de opdracht zal Europees bekend gemaakt worden ;
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau ;
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken;
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien inde artikelen « 7623/723-60, 8400/723-60, 9220/723-60 » van buitengewone gemeentelijke begroting 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
2017-06-01 MCCS Travaux - Rapport au Collège.pdf

19.06.2017/A/0006 **Règlement complémentaire relatif à l'installation et l'exploitation de terrasses sur les parkings du domaine public; modification.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu les législations en matière d'urbanisme en Région de Bruxelles- Capitale, notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) et ses arrêtés d'application subséquents, le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) et le Règlement Communal sur la Bâtisse (RCB) qui imposent des règles dont l'obtention d'un permis d'urbanisme le cas échéant ;

Considérant que sans diminuer la qualité de vie des habitants, le présent règlement vise à favoriser l'occupation de l'espace public en autorisant l'installation des terrasses à vocation commerciale, temporaires, et saisonnières, en vue de promouvoir la convivialité et le vivre ensemble entre les habitants ;

Qu'en effet, l'horeca étant une source de vie, d'animation , l'installation des terrasses

pourraient effectivement permettre à tous les usagers (familles, habitants, clients...) de partager l'espace public en période estivale dans une logique de renforcement de la convivialité dans les quartiers ;

Considérant que les bénéficiaires de l'autorisation précitée sont des établissements de restauration ;

Considérant que le règlement régit exclusivement l'installation de terrasses en période estivale et il est applicable à l'ensemble des établissements de restauration situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la terrasse saisonnière est celle dont la période d'installation est limitée du 1er juin au 30 septembre ;

Considérant que les espaces publics visés sont les parkings situés devant les établissements de restauration dans les limites reprises ci-après ;

Considérant que l'utilisation de l'espace public sera soumise à une autorisation préalable délivrée par l'autorité communale et au paiement préalable d'une redevance ;

Considérant que la Commune entend répercuter les frais que représentent la mise à disposition des emplacements précités aux bénéficiaires ;

Qu'en effet, l'instruction de la demande préalable, l'octroi de l'autorisation et le contrôle du respect des modalités prévues par le présent règlement justifient l'imposition d'une redevance au profit de la Commune ;

Considérant le personnel communal affecté aux tâches précitées ;

Considérant que les terrasses saisonnières permettront aux établissements de restauration de bénéficier d'une visibilité commerciale particulière en étant leurs activités sur l'espace public de la Commune et peuvent escompter une augmentation de leur chiffre d'affaire, en raison de l'augmentation de la fréquentation ;

Considérant que l'avantage financier que retire les commerçants de l'occupation saisonnière des emplacements précités justifie également l'établissement d'une redevance particulière pour l'occupation d'une partie de l'espace public de la Commune ;

Vu les dispositions des codes civil, judiciaire et de toutes autres législations applicables aux créances impayées ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins;

Décide :

De modifier le règlement complémentaire relatif à l'installation et l'exploitation de terrasses sur les parkings du domaine public du 29 juin 2015 en approuvant le règlement repris ci-après :

Article 1 : Champ d'application et espaces publics concernés

§1. Le présent règlement régit l'installation de terrasses saisonnières et il est applicable aux établissements de restauration situés sur le territoire de la Commune.

Sans préjudice des règles applicables en matière de circulation routière et des dispositions régionales d'urbanisme (Titre VII, article 4) les espaces publics visés par le présent règlement sont les parkings situés devant les établissements de restauration.

La terrasse saisonnière est celle dont la période d'installation est limitée du 1er juin au 30 septembre.

Article 2 : Bénéficiaires d'un droit de terrasse

Le droit d'occupation du domaine public est soumis à l'autorisation préalable de l'autorité communale compétente.

Le bénéficiaire d'un droit de terrasse est l'exploitant, personne physique et/ou morale, d'un établissement de restauration;

Pour pouvoir bénéficier d'un droit de terrasse, l'établissement doit exercer son activité au rez-de-chaussée d'un immeuble donnant directement sur le domaine public.

L'installation des terrasses est soumise au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public de 200 euros par mois et par place de parking, soit 800 euros pour quatre mois.

Article 3 : Limites d'implantation des terrasses

Les terrasses peuvent être implantées que sur les espaces de stationnement situés devant les établissements de restauration.

La terrasse devra être installée strictement à l'emplacement prévu et respectera la superficie déterminée dans l'autorisation et ne pourra limiter les espaces d'évacuation des exploitations concernées (sorties de secours, ...). Par ailleurs, tous les équipements de la voirie devront rester accessibles en tout temps.

Article 4 : Les éléments de la terrasse et sécurité des usagers du domaine public

L'ancrage au sol de quelque élément que ce soit de la structure de la terrasse est interdit.

L'installation d'appareils de chauffage et d'éclairage est tolérée durant les heures d'ouverture aux conditions suivantes :

-

les appareils ainsi que leurs accessoires et les alimentations seront situés strictement dans le périmètre autorisé des terrasses;

-

les câblages éventuels ne pourront en aucune manière cas gêner le cheminement des usagers du domaine public;

-

les appareils seront rangés quotidiennement en un endroit voué à leur entreposage;

-

sont interdits, les appareils d'éclairage qui diffusent une lumière colorée ou clignotante.

Tous les éléments de la terrasse devront, en raison de leur légèreté et de leur mobilité, pouvoir être retirés rapidement en cas de nécessité.

Les dispositifs de terrasse ne pourront gêner, restreindre ou occulter les circulations piétonne et automobile, l'éclairage public et la signalisation routière. Ils ne pourront également gêner tout accès aux bouches d'incendie.

Article 5: Obligations d'entretien

La terrasse sera maintenue en tout temps en parfait état de propreté. Le mobilier de la terrasse ainsi que le domaine public doivent être quotidiennement nettoyés.

Cendriers et poubelles de table devront être mis, en suffisance, à la disposition de la clientèle afin de maintenir les terrasses et leurs alentours immédiats en bon état de propreté.

Le mobilier, les accessoires ainsi que les appareils devront être rangés après l'heure de fermeture de la terrasse ainsi qu'en période de non exploitation de celle-ci.

Le stockage se fera quotidiennement en un endroit approprié et en aucun cas dans l'espace public.

Article 6 : Gestion des nuisances

L'heure de fermeture des terrasses est de 23 heures.

Les bénéficiaires d'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter l'environnement et la tranquillité des abords de l'établissement concerné. Ils devront prendre toutes les précautions pour ranger le mobilier et ses accessoires, au moment de la fermeture, d'une manière silencieuse.

Article 7 : Procédure de demande d'installation et d'exploitation d'une terrasse

Sans préjudice de l'application de l'article 8 du présent règlement, l'autorité communale peut autoriser l'installation de terrasses sur la voie publique. L'autorisation est valable du 1er juin au 30 septembre.

La demande d'autorisation est introduite au moyen d'un formulaire requis au service d'Urbanisme. Celle-ci comprend l'ensemble des éléments de l'installation projetée et est accompagnée d'un plan descriptif de la terrasse. Une enquête préalable à la décision d'autorisation est réalisée, in situ, par un agent communal, en présence du demandeur ou d'un de ses représentants. La demande devra être renouvelée chaque année.

L'autorisation peut être modifiée ou supprimée ponctuellement lors, notamment, de travaux de voirie, d'événements exceptionnels, de manifestations organisées sur le domaine public ou afin de garantir la commodité du passage, la sécurité publique et d'y maintenir l'ordre public.

Article 8 :Sanctions

Sans préjudice des règles prévues par le règlement général de police, le non respect d'une des dispositions prévues au présent règlement pourra entraîner le retrait automatiquement et de plein droit de l'autorisation. Le retrait ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité. Dans ce cas, l'Administration communale est en droit de réclamer l'évacuation de la terrasse dans les 48 heures et à défaut, de faire procéder à celle-ci aux frais exclusifs du détenteur d'autorisation.

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 9 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est valable pour toute la durée fixée dans celle-ci.

L'autorisation peut être journalière à l'occasion de fêtes ou manifestations exceptionnelles, saisonnières .

Elle est renouvelable, sans tacite reconduction, chaque année sur demande écrite du bénéficiaire. Et ne constitue par un droit acquis définitif.

L'autorisation peut être suspendue sur injonction par lettre simple émanant de l'administration communale. La suspension peut se justifier pour l'exécution de travaux, le déroulement de manifestations d'intérêt général, ou dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de police administrative.

En cas d'urgence, la voie publique devra être libérée immédiatement.

Aucune indemnité ni dédommagement ne sont dus en cas de suspension.

Article 10 : Le contrôle et les mesures de police

Le bénéficiaire de l'autorisation la présentera aux agents de l'ordre à chaque fois qu'ils en feront la demande.

Le non respect du présent règlement, des règles d'hygiène et de sécurité, des obligations en matière de propreté ou d'entretien du domaine public, les nuisances en tout genre ainsi que les troubles à l'ordre public sont sources d'infractions et peuvent donner lieu, selon leur gravité, à des sanctions administratives.

Lors du renouvellement de l'autorisation, il sera tenu compte de toute procédure d'infraction engagée.

Article 11 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication et pour une durée de cinq ans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Aanvullend reglement betreffende de installatie en de uitbating van terrassen op de parkings van het openbare domein; wijziging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de wetgevingen inzake stedenbouw in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) en zijn daarop volgende toepassingsbesluiten, de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV) en de Gemeentelijke Bouwverordening (GBV) die regels opleggen waaronder desgevallend het bekomen van een stedenbouwkundige vergunning ;

Overwegende dat zonder de leefkwaliteit van de inwoners teniet te doen, dit reglement strekt tot het bevorderen van de bezetting van de openbare ruimte door de installatie toe te staan van terrassen met commerciële, tijdelijke en seizoensgebonden bestemming, teneinde de gezelligheid en het samenleven tussen de inwoners te bevorderen.

Dat immers, aangezien de horeca een bron is van leven en van animatie , de installatie van de terrassen alle gebruikers (gezinnen, inwoners, klanten...) zou kunnen toelaten om de openbare ruimte te delen in de zomerperiode in de optiek van vergroting van de gezelligheid in de wijken ;

Overwegende dat de begunstigden van bovengenoemde toelating restaurant-etablisementen zijn;

Overwegende dat het reglement uitsluitend de installatie regelt van terrassen in de zomerperiode en toepasbaar is op alle restaurant- etablisementen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het seizoensterras datgene is waarvan de installatieperiode beperkt is van 1 juni tot 30 september ;

Overwegende dat de beoogde openbare ruimten de parkings zijn die zich voor de restaurant- etablisementen bevinden ;

Overwegende dat het gebruik van de openbare ruimte zal onderworpen worden aan een voorafgaande toelating van de gemeentelijke overheid en de betaling van een heffing ;

Overwegende dat de Gemeente de kosten die de terbeschikkingstelling van bovengenoemde plaatsen met zich meebrengen wenst door te rekenen aan de begunstigden;

Dat immers de behandeling van de voorafgaande aanvraag, de toekenning van de toelating en de controle van de naleving van de modaliteiten voorzien door dit reglement het opleggen van een heffing verantwoord ten gunste van de Gemeente;

Overwegende het gemeentepersoneel aangesteld voor bovengenoemde taken;

Overwegende dat de seizoensterrassen de restaurant-etablisementen zullen toelaten om te genieten van een bijzondere commerciële zichtbaarheid door hun activiteiten uit te breiden op de openbare ruimte van de Gemeente en een stijging van hun omzetcijfer kunnen verwachten, door de stijging van het aantal bezoeken;

Overwegende dat het financiële voordeel dat de handelaars halen uit de seizoensbezetting van de bovengenoemde plaatsen eveneens de opstelling rechtvaardigt van een bijzondere heffing voor de bezetting van een gedeelte van de openbare ruimte van de Gemeente;

Gelet op de bepalingen van de burgerlijke, gerechtelijke wetboeken en alle andere wetgevingen van toepassing op de onbetaalde vorderingen;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist :

Om het aanvullende reglement betreffende de installatie en de uitbating van terrassen op de parkings van het openbare domein van 29 juni 2015 te wijzigen door onderstaand reglement goed te keuren :

Artikel 1 : Toepassingsveld en betreffende openbare ruimten

Dit reglement regelt de installatie van seizoensterrassen en het is toepasbaar op alle restaurant- etablissementen gelegen op het grondgebied van de Gemeente.

Onverminderd de toepasbare regels inzake wegverkeer en de gewestelijke stedenbouwkundige bepalingen (Titel VII, artikel 4), zijn de openbare ruimten beoogd door dit reglement de parkings gelegen voor de restaurant- etablissementen.

Het seizoensterras is dat waarvan de installatieperiode beperkt is van 1 juni tot 30 september.

Artikel 2 : Begunstigden van een recht van terras

Het bezettingsrecht van het openbaar domein is onderworpen aan de voorafgaande toelating van de bevoegde gemeentelijke overheid.

De begunstigde van een recht van terras is de uitbater, natuurlijke en/of rechtspersoon, van een restaurant-etablissement.

Om te kunnen genieten van een recht van terras, dient het etablissement zijn activiteit uit te oefenen op de benedenverdieping van een gebouw dat rechtstreeks uitgeeft op het openbaar domein.

De installatie van de terrassen is onderworpen aan de betaling van een heffing voor bezetting van het openbaar domein van 200 euro per maand en per parkeerplaats, hetzij 800 euro voor vier maanden.

Artikel 3 : Grenzen van inrichting van de terrassen

De terrassen mogen worden ingericht op de parkeerruimten gelegen voor de restaurant-etablissementen.

Het terras zal strikt op de voorziene plaats moeten worden ingericht en zal de oppervlakte vastgesteld in de toelating in acht nemen en mag de evacuatie-ruimten van de betreffende exploitaties (nooduitgangen, ...) niet

beperken. Overigens dienen de wegvoorzieningen ten alle tijde toegankelijk te blijven.

Artikel 4 : De elementen van het terras en veiligheid van de gebruikers van het openbaar domein

De verankering aan de vloer van ongeacht welk element van de structuur van het terras is verboden.

De installatie van verwarmings- en verlichtingsapparaten is toegestaan tijdens de openingsuren onder de volgende voorwaarden:

- de apparaten alsook hun toebehoren en voedingen dienen zich strikt binnen de toegestane perimeter van de terrassen te bevinden;
- de eventuele bedradingen mogen op geen enkele manier de doorstroom hinderen van de gebruikers van het openbare domein;
- de apparaten dienen dagelijks te worden opgeborgen op een plaats bestemd voor de opslag ervan;
- verlichtingsapparaten die gekleurd of knipperend licht verspreiden zijn verboden.

Alle elementen van het terras dienen, vanwege hun licht gewicht en hun mobiliteit, snel te kunnen worden verwijderd indien nodig.

De terrasvoorzieningen mogen geen hinder, beperking of belemmering vormen voor het voetgangers- en autoverkeer, de openbare verlichting en de bewegwijzering. Ze mogen tevens geen hinder vormen voor de toegang tot de brandkranen.

Artikel 5: Onderhoudsverplichting

Het terras zal steeds in een perfecte staat van netheid worden gehouden. Het meubilair van het terras alsook het openbaar domein dienen dagelijks te worden gereinigd .

Er dienen voldoende asbakken en tafelvuilnisbakken ter beschikking te worden gesteld van het cliënteel teneinde de terrassen en hun onmiddellijke omgeving

in een goede staat van netheid te houden.

Het meubilair, de toebehoren alsook de apparaten dienen te worden opgeborgen na het sluitingsuur van het terras alsook in de periode wanneer dit niet wordt uitgebaat.

De opslag gebeurt dagelijks op een daartoe strekkende plaats en in geen geval in de openbare ruimte.

Artikel 6 : Beheersing van hinder

Het sluitingsuur van de terrassen is 23 uur.

De begunstigen van de toelating verbinden zich ertoe om hun cliënteel te informeren en om het aan te sporen het leefmilieu en de rust van de omgeving van het betreffende etablissement te respecteren. Ze dienen alle voorzorgen te nemen om het meubilair en zijn toebehoren op het moment van de sluiting geluidloos op te bergen.

Artikel 7 :Aanvraagprocedure van installatie en uitbating van een terras

Onverminderd de toepassing van artikel 8 van dit reglement kan de gemeentelijke overheid de installatie van terrassen toestaan op de openbare weg. De toelating is geldig van 1 juni tot

30 september.

De aanvraag tot toelating wordt ingediend middels een formulier vereist bij de dienst Stedenbouw. Dit bevat alle elementen van de beoogde installatie en is vergezeld van een beschrijvend plan van het terras. Er wordt een onderzoek uitgevoerd voorafgaand aan de beslissing tot toelating, ter plaatse, door een gemeentelijk ambtenaar, in aanwezigheid van de aanvrager of van één van zijn vertegenwoordigers. De aanvraag dient elk jaar te worden hernieuwd.

De toelating kan in precieze gevallen worden gewijzigd of geschrapt wanneer met name wegenwerken, uitzonderlijke evenementen of manifestaties worden georganiseerd op het openbaar domein of teneinde de vlotte doorgang, de openbare veiligheid te garanderen en de openbare orde te handhaven.

Artikel 8 :Sancties

Onverminderd de regels voorzien door het algemeen politiereglement, zal de

niet-naleving van één van de bepalingen voorzien in dit reglement automatisch en van rechtswege de intrekking van de toelating tot gevolg hebben. De intrekking geeft geen aanleiding tot enige vergoeding. In dit geval heeft het Gemeentebestuur het recht om de ontruiming van het terras te eisen binnen de

48 uur en bij gebreke hiervan, dit te laten ontruimen op uitsluitende kosten van de houder van de toelating.

Bij niet-betaling zal de heffing worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 9 : Duur van de toelating

De toelating is geldig voor de gehele duur die erin werd vastgesteld.

De toelating kan dagelijks zijn, ter gelegenheid van uitzonderlijke feesten of manifestaties of seizoengebonden .

Ze is hernieuwbaar, zonder stilzwijgende verlenging, ieder jaar op schriftelijke aanvraag van de begunstigde. Ze vormt geen definitief verworven recht.

De toelating kan op bevel worden opgeschort door eenvoudig schrijven van het gemeentebestuur. De opschorting kan worden verantwoord door de uitvoering van werken, het plaatsvinden van

evenementen van algemeen belang, of in het kader van de uitvoering van administratieve politiemaatregelen.

In geval van nood dient de openbare weg onmiddellijk te worden vrijgemaakt.

Er is geen enkele vergoeding nog schadeloosstelling verschuldigd in geval van opschorting.

Artikel 10 : Politiecontrole en -maatregelen

De begunstigde van de toelating dient deze voor te leggen aan de ordeagenten telkens hem daarom wordt verzocht.

De niet-naleving van dit reglement, van de hygiëne- en veiligheidsregels, van de verplichtingen inzake netheid of onderhoud van het openbaar domein, hinder van ongeacht welke aard alsook verstoringen van de openbare orde zijn bronnen van inbreuk en kunnen, naargelang hun ernst, aanleiding geven tot administratieve sancties.

Bij de hernieuwing van de toelating zal rekening worden gehouden met elke gestarte inbreukprocedure.

Artikel 11 : Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan en voor een duur van vijf jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Règlement du 29-06-2015.pdf

Cevdet Yildiz quitte la séance / verlaat de zitting
Döne Dagyarar quitte la séance / verlaat de zitting
Mustafa-Alperen Ozdemir quitte la séance / verlaat de zitting
Derya Bulduk quitte la séance / verlaat de zitting

19.06.2017/A/0007 **Acquisition immobilière; rue de la Prairie, n° 21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en ses article 117, 135 et 249;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Considérant que l'acquisition du bien sis rue de la Prairie, n°21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode est une opération importante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle permettrait, après rénovation, une étape de revalorisation du bâti dans le Quartier Nord;

Attendu que bien est cadastré Section A, n°90t, pour une superficie de 94ca;

Vu le prix de vente de 215.000,00 EUROS proposé par le propriétaire du bien en question;

Attendu que suivant l'étude réalisée par géomètre expert, ce dernier estime la valeur vénale de la parcelle en vente libre à 220.000,00 EUROS;

Considérant que le prix proposé est donc inférieur à l'estimation du géomètre expert;

Etant donné que le propriétaire actuel du bien est prêt à remettre le bien en vente en cas d'absence de décision d'acquisition par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Considérant que le prix proposé pour l'acquisition du bien est inférieur à celui de l'estimation réalisée;

Qu'il s'agit donc d'une opération financièrement intéressante pour la Commune;

Décide :

•

De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue de la Prairie, n°21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré Section A, n°90t, pour un prix établi à 215.000,00 EUROS sous réserve de l'approbation par l'autorité de tutelle quant à la présente;

•

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, en la personne du Bourgmestre et du Secrétaire communal à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, l'éventuel compromis et l'acte de vente à intervenir;

•

D'imputer l'ensemble des dépenses y relatives à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 16 votes positifs, 5 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Abstentions : Mohamed Azzouzi, Geoffroy Clerckx.

Aankoop van het onroerend goed gelegen Weidestraat, nr 21 aan 1210 Sint-Joost-ten-Node.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 135 en 249;

Gelet op de omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015;

Overwegende dat de verwerving van het goed gelegen Weidestraat 21 te 1210 Sint-Joost-ten-Node een belangrijke operatie is voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node aangezien deze, na renovatie, een herwaarderingsfase van de gebouwen zou toelaten in de Noordwijk;

Gezien dit goed gekadastreerd is Sectie A, nr. 90t, voor een oppervlakte van 94ca;

Gezien de verkoopprijs van 215.000,00 EURO voorgesteld door de eigenaar van het goed in kwestie;

Overwegende dat volgens de studie uitgevoerd door de meetkundige schatter, deze laatste de handelswaarde van het vrije te koop gestelde perceel schat op 220.000,00 EURO;

Overwegende dat de voorgestelde prijs dus lager ligt dan de raming van de meetkundige schatter;

Aangezien de huidige eigenaar van het goed bereid is om het goed opnieuw te koop te stellen in geval van afwezigheid van beslissing van aankoop door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat de prijs voorgesteld voor de aankoop van het goed lager ligt dan die van de uitgevoerde schatting;

Dat het dus een financieel interessante operatie betreft voor de Gemeente;

Beslist :

•

Om de definitieve beslissing te nemen om ten openbare nutte het onroerend goed aan te kopen gelegen Weidestraat nr. 21 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastréerd Sectie A, nr. 90t voor een prijs vastgesteld op 215.000,00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid over deze aankoop;

•

Om het College van Burgemeester en Schepenen, in de persoon van de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte ;

•

Om het geheel van de desbetreffende uitgaven in te schrijven op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2017

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 16 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Onthoudingen : Mohamed Azzouzi, Geoffroy Clerckx.

Oui/Ja : Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, Abdesselam Smahi, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Julie De Pauw, Halil Disli, Serob Muradyan, Luc Fremal, Gabriela Mara, Emir Kir.

Abstention/Onthouding : Mohamed Azzouzi, Geoffroy Clerckx.

Non/Nee : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport expertise Parie, 21-2.pdf, Accord propriétaire-1.pdf

Cevdet Yildiz entre en séance / treedt in zitting
Döne Dagyarar entre en séance / treedt in zitting
Mustafa-Alperen Ozdemir entre en séance / treedt in zitting
Derya Bulduk entre en séance / treedt in zitting

19.06.2017/A/0008 **Acquisition pour cause d'utilité publique; rez-de-chaussée sis rue Linné, n° 35 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en ses articles 117 et 135;

Vu le permis d'urbanisme délivré par la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 juillet 2010 et son annexe 1;

Considérant qu'au titre de charge d'urbanisme pour la délivrance du permis régional afférent à l'édification de la tour appelée "Silver Tower", le cessionnaire cède le rez-de-chaussée du bien immeuble sis rue Linné, n°35;

Qu'il s'agit d'une opération effectuée à titre gratuit pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Que le bien est cadastré selon titre et selon extrait récent de la matrice cadastrale section A numéro 109/L/27/P000 pour une contenance de deux ares soixante centiares mais d'une superficie effective d'environ 297 m² d'après procès-verbal de mesurage et de division en quotités du 22 septembre 2016

Que l'affectation de ce rez-de-chaussée est un équipement d'intérêt collectif;

Qu'il s'agit d'une opération intéressante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle bénéficiera d'un équipement d'intérêt collectif de 360m² environ à titre gratuit;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

D'acquérir pour cause d'utilité publique à titre gratuit l'équipement collectif sis au rez-de-chaussée du bien immeuble sis rue Linné, n°35 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré section A numéro 109/L/27/P000 pour une superficie approximative de 297m², sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle à intervenir;

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, de l'exécution de la présente délibération, dont, et de manière non limitative, la signature de l'acte authentique à intervenir.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Aankoop om redenen van algemeen nut; gelijkvloers van de woning gelegen te Linnéstraat nr 35, 1210 Sint-Joost-ten-Node.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 16 juli 2010 en haar bijlage 1;

Overwegende dat als stedenbouwkundige last voor de aflevering van de gewestelijke vergunning voor de bouw van de toren genaamd "Silver Tower", de cessionaris het

gelijkvloers overdraagt van het onroerend goed gelegen Linnéstraat nr. 35 ;
Dat het een operatie betreft die gratis wordt uitgevoerd voor de Gemeente Sint-Joosten-Node;

Dat het goed gekadastraerd is volgens titel en volgens recent uittreksel van de kadastrale legger sectie A nummer 109/L/27/P000 voor een oppervlakte van twee are zestig centiare maar met een effectieve oppervlakte van ongeveer 297 m² volgens het proces-verbaal van opmeting en verdeling in quotiteiten van 22 september 2016

Dat de bestemming van dit gelijkvloers een uitrusting is van collectief belang;

Dat het een interessante operatie betreft voor de Gemeente Sint-Joosten-Node doordat zij zal genieten van een gratis uitrusting van collectief belang van ongeveer 360m²;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om ten openbare nutte gratis de collectieve uitrusting te verwerven gelegen op het gelijkvloers van het onroerend goed Linnéstraat nr. 35 te 1210 Sint-Joosten-Node gekadastraerd sectie A nummer 109/L/27/P000 voor een oppervlakte van ongeveer 297m² onder voorbehoud van de beslissing van de betreffende toezichthoudende overheid;

Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te belasten met de uitvoering van deze beslissing waaronder, en niet-limitatief, de ondertekening van de authentieke akte.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

Linné-AG-1-15 12 2016.pdf, convention charge.pdf, 49300-022 (cession) (2).doc, 49300-021 - exp.pdf, Annexe I + extrait de l'arrêté du 12.06.2003.pdf, 49300-021 - mention enregistrement.pdf, 49300-021 annexe 3.pdf, Linné-Contrat Syndic.pdf, 49300-021 annexe 1.pdf, 49300-021 annexe 2.pdf

19.06.2017/A/0009 **Acquisition immobilière rue Linné, n° 47 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en ses article 117 et 135;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Considérant que l'acquisition du bien sis rue Linné 47 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode est une opération importante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle permettrait, après rénovation, une étape de revalorisation du bâti dans le Quartier Nord;

Considérant que ce bien est cadastré Section A, n°70h, pour une superficie de 55ca;

Considérant le prix de vente de 300.000,00 EUROS proposé par le propriétaire du bien en question;

Considérant que suivant l'étude réalisée par géomètre expert, ce dernier estime la valeur

vénale de la parcelle en vente libre à 360.000,00 EUROS;

Considérant que le prix proposé est donc inférieur à l'estimation du géomètre expert;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

•

De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue Linné, n°47 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré Section A, n°70h pour un prix établi à 300.000,00 EUROS sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision;

•

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, l'éventuel compromis et l'acte de vente à intervenir;

•

D'imputer l'ensemble des dépenses y relatives à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 22 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Aankoop van het onroerend goed gelegen Linnéstraat, nr 47 aan 1210 Sint-Joosten-Node.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135;

Gelet op de omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015;

Overwegende dat de verwerving van het goed gelegen Linnéstraat 47 te 1210 Sint-Joosten-Node een belangrijke operatie is voor de Gemeente Sint-Joosten-Node aangezien deze, na renovatie, een herwaarderingsfase van de gebouwen zou toelaten in de Noordwijk;

Overwegende dat dit goed gekadastréerd is Sectie A, nr. 70h, voor een oppervlakte van 55ca;

Overwegende de verkoopprijs van 300.000,00 EURO voorgesteld door de eigenaar van het goed in kwestie;

Overwegende dat volgens de studie uitgevoerd door de meetkundige schatter, deze laatste de handelswaarde van het vrije te koop gestelde perceel schat op 360.000,00 EURO;

Overwegende dat de voorgestelde prijs dus lager ligt dan de raming van de meetkundige schatter;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

•

Om de definitieve beslissing te nemen om ten openbare nutte het onroerend goed aan te kopen gelegen Linnéstraat nr. 47 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastreerd Sectie A, nr. 70h voor een prijs vastgesteld op 300.000,00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de toezichhoudende overheid;

•

Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte;

•

Om het geheel van de desbetreffende uitgaven in te schrijven op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 22 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Oui/Ja : Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Julie De Pauw, Halil Disli, Döne Dagyarar, Serob Muradyan, Mustafa Alperen Özdemir, Derya Bulduk, Luc Fremal, Gabriela Mara, Emir Kir.

Abstention/Onthouding :Frédéric Roekens,Zoé Genot,Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

4 annexes / 4 bijlagen

Linné 47 offre.pdf, Délibération.odt, linné 47 20160714-1.pdf

19.06.2017/A/0010 **Immeuble sis rue Royale, n° 284 E/C.; acquisition pour cause d'utilité publique.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117, 135 et 249;
Considérant l'exiguïté et le manque de bureaux de l'administration centrale;
Considérant l'éventualité d'acquérir pour cause d'utilité publique un bâtiment mis en vente sis rue Royale, 284 e/c, cadastré sous la 1ère Division, section A 258 K2, pour augmenter la surface de bureaux utilisable par l'Administration et lui permettre ainsi d'assurer au mieux ses missions de service public ;
Considérant que cette activité poursuit manifestement un but d'intérêt général pour la commune;
Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux bien immeubles;
Vu la demande de l'administration, dans son courriel du 19 avril 2017, sollicitant les services du comité d'acquisition de la Région Bruxelles-Capitale afin d'estimer le bien en question;
Vu le rapport du comité, daté du 15 mai 2017, et qui fixe la valeur estimative du bien à 5.100.000,00€ ;
Considérant que la communication actuelle autour de la mise en vente du bien annonce un prix de vente à hauteur de 5.250.000,00€ ;
Vu la promesse de vente, daté du 29 mai 2017, dans lequel le propriétaire s'engage, jusqu'au 30 septembre 2017, moyennant passation d'un acte authentique avant cette date, à ne vendre qu'à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, au prix total de 5.000.000,00€ ;
Vu la décision du Collège du 30 mars 2017, relative à l'approbation du dossier de candidature pour le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) 2017-2019, dans lequel le relevé programmatique des projets proposés reprend comme projet n°1, l'acquisition d'un bâtiment pour l' »extension et/ou le regroupement des services de l'administration communale, et en tête de liste la potentielle acquisition du bien sis rue Royale 284 ;
Considérant que l'immeuble pourrait être acquis, grâce à la capacité maximale d'emprunt du FRBRTC qui s'élève à 4.582.873,05€;
Considérant que le restant dû pourrait être assumé sur fonds propres par la Commune ;
Considérant que l'inscription budgétaire 2017 sur l'article 1040/712-60, permettant l'acquisition, est de 5.000.000€ ;
Considérant la nécessité d'être réactif sur le marché immobilier et donc l'urgence de la situation, l'emploi de l'article 249 de la nouvelle loi communale est indispensable pour pouvoir régler les frais afférents à l'acquisition ;

Décide :

- De prendre la décision d'acquérir pour cause d'utilité publique l'immeuble sis rue Royale, 284 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode pour un prix de 5.000.000,00€ (hors frais) sous réserve de la décision de l'autorité de Tutelle y afférente;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, de réaliser tous les actes s'y rapportant dont (et de manière non limitative) la signature de la réception de la promesse de vente, d'un éventuel compromis de vente de l'acte authentique à intervenir;
- d'imputer la dépense pour l'acquisition (frais compris) sur l'article 1040/712-60 du budget extraordinaire 2017 et d'appliquer l'article 249 pour permettre le paiement des différents frais sur le même article.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 22 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Onroerend goed gelegen Koningstraat, n° 284 E/C.; aankoop ten openbare nutte.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 135 en 249;

Overwegende de geringheid en het gebrek aan kantoren van het centraal bestuur;

Overwegende de eventualiteit om ten openbare nutte een gebouw aan te kopen dat te koop wordt aangeboden gelegen Koningstraat 284 e/c, gekadastréerd onder de 1ste Afdeling, sectie A 258 K2, om de kantooroppervlakte te vergroten bruikbaar door het Bestuur en het aldus toe te laten om zijn taken van openbare dienstverlening zo goed mogelijk te verzekeren ;

Overwegende dat deze activiteit duidelijk een doelstelling van openbaar belang nastreeft voor de gemeente;

Gelet op de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de aankoop of de vervreemding van een eigendomsrecht of van reële rechten betreffende de onroerende goederen;

Gelet op de aanvraag van het bestuur, in zijn bericht van 19 april 2017, waarin het een verzoek richt aan de diensten van het aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het goed in kwestie te schatten;

Gelet op het rapport van het comité, daterend van 15 mei 2017, en dat de geschatte waarde van het goed vaststelt op 5.100.000,00€ ;

Overwegende dat de huidige communicatie rond de verkoop van het goed een verkoopprijs aankondigt ten bedrage van 5.250.000,00€ ;

Gelet op de verkoopbelofte, daterend van 29 mei 2017, waarin de eigenaar zich ertoe verbindt om tot 30 september 2017, middels het verlijden van een authentieke akte voor deze datum, enkel aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node te verkopen voor de totale prijs van 5.000.000,00€ ;

Gelet op de beslissing van het College van 30 maart 2017, betreffende de goedkeuring van het kandidaatsdossier voor het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) 2017-2019, waarbij het programmatisch overzicht van de voorgestelde projecten als project nr.1 vermeldt, de aankoop van een gebouw voor de » uitbreiding en/of de hergroepering van diensten van het gemeentebestuur, en bovenaan de lijst de potentiële aankoop van het goed gelegen Koningstraat 284 ;

Overwegende dat het gebouw zou kunnen worden aangekocht dankzij de maximale leencapaciteit van het BGHGT die 4.582.873,05€ bedraagt;

Overwegende dat het verschuldigde resterende saldo zou kunnen ten laste worden genomen op eigen fondsen door de Gemeente ;

Overwegende dat de budgettaire inschrijving 2017 op artikel 1040/712-60 die de aankoop mogelijk maakt 5.000.000€ bedraagt ;

Overwegende de noodzaak om reactief te zijn op de vastgoedmarkt en dus de dringendheid van de situatie, dat het gebruik van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet absoluut noodzakelijk is om de kosten van de aankoop te regelen ;

Beslist :

- Om ten openbare nutte het gebouw aan te kopen gelegen Koningsstraat 284 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node voor een prijs van 5.000.000,00€ (excl. kosten) onder voorbehoud van de beslissing van de betreffende Toezichthoudende overheid;
- om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te belasten met het uitvoeren van alle bijhorende handelingen waaronder (en niet-limitatief) de ondertekening van de ontvangst van de verkoopbelofte, van een eventuele voorlopige koopakte van de latere authentieke akte;
- om de uitgave voor de aankoop (kosten inbegrepen) in te schrijven op artikel 1040/712-60 van de buitengewone begroting 2017 en om artikel 249 toe te passen teneinde de betaling mogelijk te maken van de verschillende kosten op hetzelfde artikel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 22 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Frédéric Roekens, Zoé Genot, Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

Oui/Ja : Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Julie De Pauw, Halil Disli, Döne Daygaran, Serob Muradyan, Mustafa Alperen Özdemir, Derya Bulduk, Luc Fremal, Gabriela Mara, Emir Kir.

Abstention/Onthouding :Frédéric Roekens,Zoé Genot,Ahmed Mouhssin, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele.

5 annexes / 5 bijlagen

14_0040_01_schatting PBA_SVB_15052017.pdf, 2017-05-30 promesse de vente.pdf, DC Royale 284_clean_NL31052017.odt, 2017-05-30 promesse de vente ndl.pdf, DC Royale 284_clean_-1 Modif FR.odt

19.06.2017/A/0011 **Service des affaires électorales; achat de matériel informatique en vue des élections communales d'octobre 2018; application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de service;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant la nécessité d'acquérir et de procéder au renouvellement du matériel informatique permettant la tenue des élections communales du 18 octobre 2018 ainsi que des diverses futures élections;

Considérant qu'en effet, le parc informatique actuel ne peut convenir à la tenue desdites élections en raison d'une part de son obsolescence et d'autre part de son inadaption aux exigences législatives relatives à la tenue des élections;

Considérant qu'une telle dépense relève des dépenses d'investissement et donc du budget extraordinaire ;

Vu le courrier du Service Public Régional de Bruxelles du 24 mai 2017 ;

Considérant qu'y est mentionné que la Région de Bruxelles-Capitale remplacera à ses frais les douze bureaux de vote actuellement en possession de la Commune;

Qu'il est toutefois loisible pour cette dernière de commander des bureaux de vote supplémentaires en vue de coller au mieux à la réalité de l'évolution démographique;

Que cet achat sera opéré dans le cadre d'un marché public passé en 2011 par le SPF Intérieur, ayant fait l'objet d'un contrat cadre entre le SPF Intérieur, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale d'une part, et l'adjudicataire d'autre part ;

Que les Communes peuvent donc demander une commande de matériel informatique auprès de l'adjudicataire ;

Que ce matériel doit tenir compte des évolutions démographiques de la Commune ainsi que de l'obligation légale de prévoir une machine de vote permettant uniquement la vérification des votes effectués;

Considérant que, pour des soucis organisationnels, il est primordial d'établir le nombre de machines de vote nécessaires pour la tenue des élections;

Considérant les données démographiques disponibles;

Que suivant ces dernières, il est prévu que la population de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode tendrait à se stabiliser;

Considérant que la commande principale s'opère sous la forme de bureau de vote;

Que chaque bureau de vote est composé respectivement de cinq ordinateurs de vote, d'une machine de vérification, d'une machine pour le président, du bureau de vote, d'une tête d'urne et d'une urne;

Que, pour les élections de 2012, un nombre de 12 bureaux de vote ont été déployés;

Que toutefois, il a du être fait appel à la réserve régionale pour pallier le manque de bureau de vote;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il semble donc opportun de prévoir le remplacement par la Région de Bruxelles-Capitale suivant les modalités exposées ci-avant de 12 bureaux de vote et de procéder à la commande d'un bureau de vote supplémentaire;

Considérant qu'il est également recommandé de commander un kit de tête d'urne supplémentaire (composé d'une tête d'urne, d'un dispositif de clapet automatique, de deux ports USB et d'une carte d'alimentation avec les câbles ad hoc) ainsi qu'un kit de petit matériel (composé de 10 rouleaux de papier thermique) en cas de défaillance due à une erreur humaine ;

Considérant que le prix devra donc être payé lors de la livraison, soit courant de l'année prochaine;

Considérant que le prix des différents éléments figure dans le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 mai 2017 ;

Que ce prix s'élève à 13092,20 EURO TTC pour le bureau de vote complémentaire, à 193,60 EURO TTC pour un kit de tête d'urne et de 54,45 EURO TTC pour le kit de petit matériel ;

Que la dépense totale s'élève donc à la somme de 13340,25 EURO ;

Considérant qu'aucun article du budget extraordinaire n'a encore été inscrit en raison de l'absence de service afférent aux affaires électorales au moment du vote du budget

2017 ;

Que de plus, après sa création, le service afférent aux affaires électorales ne disposait pas d'information de la Région de Bruxelles-Capitale quant aux coûts chiffrés ;

Qu'en effet, une telle information n'a été communiquée par la Région que par son courrier du 24 mai 2017 ;

Que la présente situation ne pouvait donc être prévue par la Commune lors de la préparation de son budget 2017 ;

Considérant l'urgence de la situation et son caractère contraignant ;

Qu'en effet, il est précisé par la Région , en son courrier du 24 mai 2017, que les commandes doivent être adressés à l'adjudicataire pour le 30 juin 2017 au plus tard ;

Considérant qu'un bon de commande doit être établi sur le budget extraordinaire 2017 ;

Considérant qu'il y a donc lieu de faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant le principe de continuité de service public, lequel impose de permettre la continuité des services publics essentiels, dont ceux liés aux élections ;

Décide :

- De faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale en votant un crédit de 13340,25 EURO à l'article 1041/742-53 du budget extraordinaire 2017, et ce pour l'acquisition du matériel suivant :

- Un bureau de vote complémentaire pour le prix de 13092,20 EURO TTC ;

- Un kit de tête d'urne complémentaire pour le prix de 193,60 EURO TTC ;

- Un kit de petit matériel pour le prix de 54,45 EURO TTC.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Dienst kieszaken : aankoop van informaticamateriaal met het oog op de gemeentelijke verkiezingen van oktober 2018; toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en volgende ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Overwegende de noodzaak om aan te kopen en over te gaan tot de vernieuwing van het informaticamateriaal dat het houden van de gemeentelijke verkiezingen van 18 oktober 2018 mogelijk maakt alsook van diverse toekomstige verkiezingen:

Overwegende immers dat het huidige informaticapark niet geschikt is voor het houden van deze verkiezingen enerzijds vanwege de verouderde staat ervan en anderzijds doordat dit onaangepast is aan de wettelijke vereisten met betrekking tot het houden van verkiezingen;

Overwegende dat een dergelijke uitgave deel uitmaakt van de investeringsuitgaven en dus van de buitengewone begroting ;

Gelet op de brief van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel van 24 mei 2017 ;

Overwegende dat hierin wordt vermeld dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op zijn kosten de twaalf stembureau's zal vervangen die momenteel in het bezit zijn van de Gemeente ;

Dat het deze laatste echter toegestaan is om bijkomende stembureau's te bestellen teneinde zo goed mogelijk aan te sluiten bij de realiteit van de bevolkingsevolutie ;

Dat deze aankoop zal worden gerealiseerd in het kader van een overheidsopdracht gegund in 2011 door de FOD Binnenlandse Zaken, die het voorwerp uitmaakte van een kaderovereenkomst tussen de FOD Binnenlandse Zaken, het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest enerzijds, en de opdrachtnemer anderzijds ;

Dat de Gemeenten dus een bestelling kunnen vragen van informaticamateriaal bij de opdrachtnemer;

Dat dit materiaal rekening dient te houden met de bevolkingsevoluties van de Gemeente alsook met de wettelijke verplichting om een stemmachine te voorzien dat uitsluitend de verificatie van de uitgebrachte stemmen toelaat;

Overwegende dat het om organisationele redenen van fundamenteel belang is om het aantal nodige stemapparaten vast te stellen voor het houden van de verkiezingen;

Overwegende de beschikbare demografische gegevens;

Dat op basis van deze laatste wordt voorzien dat de bevolking van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node zich zou lijken te stabiliseren;

Overwegende dat de hoofdbestelling plaatsvindt in de vorm van een stembureau;

Dat ieder stembureau respectievelijk bestaat uit vijf stemcomputers, een verificatiemachine, een machine voor de voorzitter van het stembureau, een leeskop en een urne;

Dat voor de verkiezingen van 2012 een aantal van 12 stembureau's werd opgesteld;

Dat echter een beroep diende te worden gedaan op de gewestelijke reserve om het gebrek aan stembureau's te verhelpen;

Overwegende dat uit het voorgaande resulteert dat het dus opportuun lijkt om de vervanging te voorzien door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volgens de bovenvermelde modaliteiten van 12 stembureau's en om over te gaan tot de bestelling van een bijkomend stembureau;

Overwegende dat tevens wordt aanbevolen om een bijkomende leeskop voor een urne te bestellen (bestaande uit een leeskop, een automatische klep, twee USB- poorten en een voedingskaart met aangepaste kabels) alsook een kit van klein materiaal (bestaande uit 10 rollen thermisch papier) in geval van defect door een menselijke fout ;

Overwegende dat de prijs dus zal moeten worden betaald bij de levering, hetzij in de loop van het volgende jaar;

Overwegende dat de prijs van de verschillende elementen vermeld staat in de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 mei 2017 ;

Dat deze prijs 13092,20 EURO BTW incl. bedraagt voor het bijkomende stembureau, 193,60 EURO BTW incl. voor een kit met leeskop en urne en 54,45 EURO BTW incl. voor de kit met klein materiaal ;

Dat de totale uitgave dus 13340,25 EURO bedraagt;

Overwegende dat er nog geen enkel artikel van de buitengewone begroting werd ingeschreven omwille van de afwezigheid van de dienst voor kieszaken op het moment van stemming van de begroting 2017 ;

Dat bovendien de dienst voor kieszaken na haar oprichting niet over informatie beschikte van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de becijferde kosten ;

Dat dergelijke informatie immers enkel werd meegedeeld door het Gewest in zijn brief van 24 mei 2017 ;

Dat deze situatie dus niet kon worden voorzien door de Gemeente bij de voorbereiding van haar begroting 2017 ;

Overwegende de dringendheid van de situatie en haar dwingende karakter ;

Dat het Gewest in zijn brief van 24 mei 2017 immers preciseert dat de bestellingen dienen te worden doorgezonden naar de opdrachtnemer ten laatste tegen 30 juni 2017 ;

Overwegende dat een bestelbon dient te worden opgesteld op de buitengewone begroting 2017 ;

Overwegende dat dus artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet dient te worden toegepast ;

Overwegende het continuïteitsprincipe van openbare dienstverlening, dat bepaalt dat de

continuïteit van de essentiële openbare diensten moet worden mogelijk gemaakt, waaronder de diensten die verband houden met de verkiezingen ;

Beslist :

- Om artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen door een krediet te stemmen van 13340,25 EURO op artikel 1041/742-53 van de buitengewone begroting 2017, en dit voor de aankoop van het volgende materiaal :
- Een bijkomend stembureau voor de prijs van 13092,20 EURO BTW incl. ;
- Een kit met bijkomende leeskop en urne voor de prijs van 193,60 EURO BTW incl ;
- Een kit met klein materiaal voor de prijs van 54,45 EURO BTW incl.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Courrier Région 24-05-2017.pdf

Cevdet Yildiz quitte la séance / verlaat de zitting

Serob Muradyan quitte la séance / verlaat de zitting

Luc Frémal quitte la séance / verlaat de zitting

19.06.2017/A/0012 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

19.06.2017/A/0013 **Dimanche sans voiture 2017; accord entre les bourgmestres des communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale; approbation.**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 29 mars 2017 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 17 septembre 2017 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRETE :

Article unique. L'accord conclu 29 mars 2017 entre le bourgmestre de la commune de Saint-Josse-ten-Node et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Autoloze zondag 2017; akkoord gesloten tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad; goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 29 mars 2017 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 17 september 2017 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel. Het akkoord dat op 29 mars 2017 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

170512_RAP_RIA dim ss voiture 2017 FR.pdf, 170512_RAP_RIA dim ss voiture 2017 NL.pdf, TR_ Journée sans voiture - Conférence des Bourgmestres.eml

19.06.2017/A/0014 **Politique de la Ville 2017 (Phasing Out) – Service de Guidance Budgétaire - Convention 2017 avec la Maison de la Famille asbl – Approbation**

Le Conseil,

Vu l'approbation de la Convention « Politique de la Ville 2017 » par la Région de Bruxelles-Capitale agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 24 novembre 2016 ;

Vu la Convention « Politique de la Ville 2017 » - période 1er janvier – 31 décembre – de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode conclue entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode (Phasing Out), Convention approuvée par le Conseil communal le 19 décembre 2016 ;

Vu qu'une partie des subsides est destinée à la Maison de la Famille asbl qui a pour mission de réaliser au nom de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode les différentes actions et réalisation d'une partie du programme d'intervention, à savoir :

Projet 1 – Service de Guidance budgétaire ;

Considérant que le montant du subside octroyé par la Politique de la Ville 2017 (Phasing Out) pour ce projet est de 50.000,00 € ;

Considérant la proposition de Convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Maison de la Famille asbl qui définit le cadre et les modalités d'exécution du projet ;

Décide :

D'approuver la Convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Maison de la Famille asbl pour l'année 2017 dans le cadre de la Politique de la Ville (Phasing Out).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Stedelijk Beleid 2017 (Phasing Out) – Dienst Budgetbegeleiding – Overeenkomst 2017 met Maison de la Famille asbl - Goedkeuring

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de Overeenkomst « Stedelijk Beleid 2017 » door de Brussels Hoofdstedelijk Gewest handelend in uitvoering van het besluit van de Ministerraad van 24 november 2016 ;

Gelet op de Overeenkomst « Stedelijk Beleid 2017 » - periode 1^{ste} januari – 31^{ste} december – van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node tussen de Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node (Phasing Out), Overeenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19 december 2016 ;

Gelet op dat een deel van de subsidies is voor de vereniging « Maison de la Famille asbl » wiens missie is om uit te voeren behoefte van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node verschillende activiteiten en prestaties van enkele van interventie programma, namelijk ;

Project 1 – Dienst Budgetbegeleiding ;

Overwegend dat het bedrag van subsidie door de Stedelijk Beleid 2017 (Phasing Out) voor dit project toegekende subsidie is 50.000,00 € ;

Overwegend de voorgestelde Overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en « Maison de la Famille asbl » vereniging die het kader en de modaliteiten van de uitvoering van het project definieert ;

Besluit :

Om de Overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en de vereniging « Maison de la Famille asbl » voor het jaar 2017 in het kader van Stedelijk Beleid (Phasing Out) goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX 5-Conv°PV2017 NL S.pdf, 170529--PV 2017-PhOut--Conv°MaisFam-GuidBudg--NI.pdf, St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX 3-Dir fin2016-2018-FR.pdf, St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX1-DC CC-PV 2017-Ph OUT.pdf, St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX 5-Conv°PV2017 FR S.pdf, St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX 4-Etat avancement-NI.pdf, St-Josse--PV 2017--Conv°MdlF-GBudg-ANX 2-Descript°--NI.pdf

19.06.2017/A/0015 **Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique; établissement, enrôlement, perception et recouvrement; prise en charge par l'administration fiscale régionale.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, §2 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2018, pour autant que la Commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2017 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide :

Article 1^{er} – De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2018.

Article 2 – De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies; inkohiering, heffing, inning en de invordering; belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing.

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, §2 ;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2017 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Artikel 1 – De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018 ;

Artikel 2 – Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

161223--MB170106--Ordo T Reg Ets HTouristiques.pdf, 170126--AG RBC modalites actes de Ordo 161223 TR EHTouristiques.pdf, C IN SPRB 170522-CentAddEtsTouristiques-Util°Service 2018.pdf

Cevdet Yildiz entre en séance / treedt in zitting

Serob Muradyan entre en séance / treedt in zitting

Luc Frémal entre en séance / treedt in zitting

19.06.2017/A/0016 **Square Armand Steurs, travaux de restauration de site classé ; Approbation des conditions et du mode de passation ; Appel d'offres ouvert avec une estimation de 737.236,91 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;
Considérant que la Commune bénéficie de la présence sur son territoire du square « Armand Steurs », en hommage à celui qui fut Bourgmestre de 1885 à 1899;
Qu'en 1930 l'architecte Eugène Dhuicque créa la note sur le projet d'aménagement du site qui fut inauguré en 1932;
Vu que la Commission Royale des Monuments et Sites a classé le site du square le 17 juin 1993;
Qu'à ce titre les travaux entrepris peuvent faire l'objet d'une subvention de la part de la Direction des Monuments et Sites de la Région Bruxelles-Capitale, celle-ci pouvant s'élever jusqu'à 80% du montant de travaux;
Vu qu'en séance du 9 décembre 2014, le Collège des Bourgmestre et Échevins approuvait et imputait à son budget extraordinaire le marché «square Armand Steurs - Mission d'auteur de projet pour la restauration », concernant le site classé du square Armand Steurs;
Vu qu'en séance du 23 décembre 2014 le Collège a désigné un bureau d'étude pour la mission d'auteur de projet.
Considérant qu'en date du 17 mars 2015 avait lieu la réunion de démarrage en vue de l'étude préliminaire.
Considérant qu'en date du 7 juillet 2015 a eu lieu la visite du site en présence des représentants de la Commune, de l'auteur de projet, de la Direction des Monuments et Sites, et de leur Commission Royale, où a été confirmé le diagnostic de l'étude préliminaire dont les travaux à réaliser pour la restauration portent sur les revêtements minéraux, les ouvrages d'art, les travaux horticoles, les ferronneries, le mobilier, l'hydraulique et les œuvres d'art (sculptures).
Considérant que le 25 août 2016, les éléments techniques issus de l'étude préliminaire ont été transmis pour avis à la Direction des Monuments et Sites.
Considérant qu'en date du 30 janvier 2017 la demande de permis d'urbanisme était transmise à la Direction de l'Urbanisme de l'administration régionale de l'Aménagement du Territoire et du Logement.
Considérant qu'en date du 30 janvier 2017 la demande de subsides était transmise à Direction des Monuments et Sites.
Vu le cahier des charges N° 2017/3245 relatif au marché “square Armand Steurs, travaux de restauration de site classé” établi par le Département des Travaux Publics ;
Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 737.236,91 € (21% TVA comprise) ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;
Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée pouvant aller jusqu'à 80 % par Monuments et sites, rue du Progrès 80 boîte 1 à 1035 Bruxelles ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7660-725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017;
Considérant que ce crédit sera financé par emprunt.

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2017/3245 et le montant estimé du marché “square Armand Steurs, travaux de restauration de site classé”, établis par le Département des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 737.236,91 € (21% TVA comprise).
- de passer le marché par l'appel d'offres ouvert.
- de solliciter une subvention pouvant aller jusqu'à 80 % à la direction des monuments

et sites – rue du Progrès 80 – bte 1 – 1035 Bruxelles pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Direction des Monuments et Sites.

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 7660-725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Armand Steurssquare, restauratiewerken van beschermde site; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze; Open offerteaanvraag met een raming van 737.236,91 € BTW inbegrepen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van de bestuurshandelingen en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2 ;

Overwegende dat de Gemeente van de aanwezigheid geniet op haar grondgebied van de « Armand Steurs » square, als eerbetoon aan deze Burgemeester van 1885 tot 1899;

Dat de architect Eugène Dhucque het aanlegproject van de site in 1930 ontwierp en de square in 1932 werd ingehuldigd;

Gezien de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen de site van de square op 17 juni 1993 beschermd heeft;

Dat bijgevolg de geplande werken het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie van de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die tot 80% van het totaal van de werken kunnen bedragen.

Gezien tijdens de zitting van 9 december 2014 het College van burgemeester en Schepenen overgegaan is tot de goedkeuring en de inschrijving op haar buitengewone begroting van de opdracht «Armand Steurssquare – Ontwerpoperdracht voor de restauratie », betreffende de beschermde site van de Armand Steurssquare.

Gezien het College in zitting van 23 december 2014 een studiebureau heeft aangeduid voor de ontwerpoperdracht;

Overwegende dat op 17 maart 2015 de startvergadering plaatsvond met het oog op de voorbereidende studie.

Overwegende dat op 7 juli 2015 het bezoek aan de site plaatsvond in aanwezigheid van de vertegenwoordigers van de Gemeente, de projectontwerper, de Directie Monumenten en Landschappen en hun Koninklijke Commissie, waar de diagnose werd bevestigd van de voorbereidende studie waarvan de uit te voeren werken voor de

restauratie betrekking hebben op de verharde elementen, de kunstwerken, de tuinaanlegwerken, de siersmeedwerken, het meubilair, de hydraulica en de beeldhouwwerken;

Overwegende dat op 25 augustus 2016 de technische elementen uit de voorbereidende studie ter advies werden doorgezonden aan de Directie Monumenten en Landschappen. Overwegende dat op 30 januari 2017 de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning werd doorgezonden aan de Directie Stedenbouw van het Gewestelijk Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Overwegende dat op 30 januari 2017 de subsidieaanvraag werd doorgezonden naar de Directie Monumenten en Landschappen.

Overwegende het bestek Nr. 2017/3245 betreffende de opdracht “Armand Steurssquare, restauratiewerken van beschermde site” opgesteld door het Departement Openbare Werken ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 737.236,91 € (21% BTW inclusief) bedraagt ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te gunnen door een open offerteaanvraag ;

Overwegende dat een gedeelte van de kosten van ten hoogste 80 % gesubsidieerd wordt door Monumenten en landschappen, Vooruitgangstraat 80 bus 1 te 1035 Brussel ;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven wordt op artikel 7660-725-60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2017;

Overwegende dat dit krediet zal worden gefinancierd door een lening.

Beslist

- om het bestek Nr. 2017/3245 en het geraamde bedrag goed te keuren van de opdracht “Armand Steurssquare, restauratiewerken van beschermde site”, opgesteld door het Departement Openbare Werken. De voorwaarden zullen worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels voor de overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is 737.236,91 € (21% BTW inclusief).

- om de opdracht te gunnen door een open offerteaanvraag.

- een aanvraag voor een subsidie van ten hoogste 80 % in het beheer van monumenten en landschappen - Vooruitgangstraat 80 - bus 1-1035 Brussel voor deze opdracht aan de subsidiërende overheid Monumenten en Landschappen

- om de aankondiging van opdracht in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau.

- om deze beraadslaging in twee exemplaren door te zenden naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

- om deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 7660-725-60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2017_06_08_CSCH - Modele 3P.doc, PU_010_Texte Note explicative.pdf, PU_200 Plan Sit projetee.pdf, Rapport2017-3245.pdf

19.06.2017/A/0017 **IBGE; subside régional pour la réalisation d'un espace public où les chiens peuvent courir en liberté en toute sécurité sur le territoire de la commune ; demande de subside pour l'année 2017 ; ratification.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117° ;

Vu la décision du Collège communal du 7 juin 2017 portant le dispositif suivant :

-de répondre favorablement à l'appel à projet régional (IBGE) pour financer en partie la réalisation d'un espace public où les chiens peuvent courir en liberté en toute sécurité sur le territoire de la commune et de soumettre la présente décision pour ratification à la plus prochaine séance du Conseil communal ;

Vu la motivation qui y est mieux reprise ;

Décide :

De ratifier la décision du Collège du 7 juin 2017 par laquelle la Commune répond favorablement à l'appel à projet régional pour financer en partie la réalisation d'un espace public où les chiens peuvent courir en liberté en toute sécurité sur le territoire de la commune

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

BIM; gewestelijke subsidie voor de realisatie te financieren van een openbare ruimte waar honden in alle veiligheid vrij kunnen lopen op het grondgebied van de gemeente ; aanvraag voor het jaar 2017 ; bekrachtiging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117° ;

Gelet op de beslissing van het Gemeentecollege van 7 juni 2017 houdende volgende bepaling :

-om zich gunstig uit te spreken over de gewestelijke projectoproep (BIM) om gedeeltelijk de realisatie te financieren van een openbare ruimte waar honden in alle veiligheid vrij kunnen lopen op het grondgebied van de gemeente en om deze beslissing ter goedkeuring voor te leggen op de eerstvolgende zitting van de Gemeenteraad ;

Gelet op de motivatie die hierin nader wordt vermeld ;

Beslist :

Om de beslissing goed te keuren van het College van 06/06/2017 waarbij de Gemeente zich gunstig uitspreekt over de gewestelijke projectoproep om gedeeltelijk de realisatie te financieren van een openbare ruimte waar honden in alle veiligheid vrij kunnen lopen op het grondgebied van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

D.C. 07.06.2017.pdf, demande subvention-IBGE-Projet espace chien.pdf

19.06.2017/A/0018 **Intervention communale octroyée pour l'inscription d'enfants à un club de sports pour la saison sportive 2017-2018.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil du 19.12.2016 relative aux conditions d'octroi conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour l'année 2017 ;

Vu le montant de 100.000,- euros prévu au budget 2017 à l'article 7642/331/01 pour l'achat de chèques-sports;

Vu la nécessité de fixer des conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la nouvelle saison sportive 2017-2018;

Décide :

De modifier les conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison sportive 2017-2018, comme suit :

1° pour les jeunes de 4 à 18 ans domiciliés à Saint-Josse-ten-Noode dont les parents bénéficient de revenus correspondant aux conditions d'octroi d'allocations d'études secondaires, soit pour l'année 2017 :

- 18.108,35,- euros : si une seule personne est à charge du ménage

- 23.679,06,- euros : si deux personnes sont à charge du ménage

- 28.903,54,- euros : si trois personnes sont à charge du ménage

- 33.776,15,- euros : si quatre (ou plus) personnes sont à charge du ménage ou dont les parents sont soutenus financièrement par le CPAS, le montant des chèques-sports s'élèverait à 75 % du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 250,- euros, pour chaque enfant.

2° pour les jeunes de 4 à 18 ans domiciliés à Saint-Josse-ten-Noode, dont les parents bénéficient de revenus supérieurs aux montants précités, le montant des chèques-sports pourrait s'élever à 75% du prix de l'affiliation à un club, avec un montant maximal de 200,- euros pour chaque enfant.

Les demandes doivent être introduites entre le 1er septembre 2017 et le 31 mai 2018.

Les documents suivants doivent accompagner la demande :

Une composition de ménage

L'avertissement extrait de rôle revenu 2015 – exercice 2016 (pour l'année 2017).

L'attestation d'inscription du club et la preuve de paiement de l'affiliation.

Un système de paiement direct sur le compte bancaire des parents pour tous les enfants est maintenu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijke financiële tussenkomst voor de inschrijving van de kinderen in een sportclub voor het sportseizoen 2017-2018.

De Gemeenteraad,

Gelet op haar beslissing van 19.12.2016 betreffende de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het bedrag van 100.000,- euro voorzien in de begroting 2017 op artikel 7642/331/01 voor de aankoop van sportcheques;

Gelet op de noodzaak om de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging voor het nieuwe sportseizoen 2017-2018 vast te leggen;

Beslist om :

de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging, vastgesteld als volgt, te wijzigen voor het sportseizoen 2017-2018:

1° voor de jongeren van 4 tot 18 jaar gedomicilieerd in Sint-Joost-ten-Node en waarvan de ouders inkomens genieten die overeenstemmen met de toekenningsvoorwaarden voor studietoelagen voor het secundair onderwijs, hetzij voor het jaar 2017 :

- 18.108,35,- euro : indien er één enkele persoon ten laste is van het huishouden
- 23.679,06,- euro : indien er twee personen ten laste zijn van het huishouden
- 28.903,54,- euro : indien er drie personen ten laste zijn van het huishouden
- 33.776,15,- euro : indien er vier (of meer) personen ten laste zijn van het huishouden

of waarvan de ouders financieel gesteund worden door het OCMW, zal het bedrag van de sportcheques 75 % bedragen van de ledenprijs bij een sportclub, met een maximumbedrag van 250,- euro, voor elk kind.

2° voor de jongeren van 4 tot 18 jaar gedomicilieerd in Sint-Joost-ten-Node, waarvan de ouders inkomens genieten hoger dan de hierboven vermelde bedragen, zal het bedrag van de sportcheques 75% van de ledenprijs van een club kunnen bedragen, met een maximumbedrag van 200,- euro voor ieder kind.

De aanvragen dienen ingediend te worden tussen 1 septembre 2017 et 31 mai 2018.

Volgende documenten dienen bij de aanvraag voorgelegd te worden :

Een gezinssamenstelling

Het aanslagbiljet inkomensjaar 2015 – aanslagjaar 2016 (voor het jaar 2017).

Het inschrijvingsattest van de club en het betalingsbewijs van het lidgeld.

Een systeem van directe betaling op de bankrekening van de ouders voor alle kinderen wordt behouden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Délibération conseil chèques-sports 2016.pdf

19.06.2017/A/0019 **Patrimoine communal; arrêté du 27 juin 2014 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et les agences immobilières sociales; rapport annuel 2016.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du 27 juin 2014 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et les agences immobilières sociales;

Vu l'article 14 du règlement d'attribution des logements relevant du patrimoine privé

communal qui stipulé que : «le Collège des Bourgmestre et Échevins fait rapport annuellement de ses décisions d'attribution au Conseil communal. Le rapport annuel mentionne, pour chaque logement attribué, les candidats locataires retenus en application des articles 6 et 7, le calcul qui a permis de départager les candidats locataires ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours à l'article 10, le nom du locataire retenu, ainsi que les caractéristiques du ménage et du logement»;

Vu l'article 32 §3 du Code du Logement qui stipule que: «l'opérateur immobilier public fait rapport annuellement de ses décisions d'attribution à l'organe qui a édicté le Règlement d'attribution prévu à l'article 27. Ce rapport mentionne les noms des demandeurs retenus en application de l'article 30, §1er, pour chaque logement attribué, le calcul qui a permis de départager les demandeurs ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours à l'article 31, le demandeur finalement retenu et les caractéristiques de son ménage et du logement»;

Considérant que l'administration communale disposait, en 2016, d'un patrimoine privé de 338 logements occupés ou habitables et que pour se conformer aux législations supra, il convient que le Collège des Bourgmestre et Échevins présente un rapport à l'organe qui a édicté le règlement d'attribution à savoir le Conseil communal;

Décide:

D'approuver le rapport annuel des attributions 2016 du Département des Propriétés communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijk patrimonium; besluit van 27 juni 2014 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld; jaarlijks rapport 2016.

De Raad,

Gelet op het besluit van 27 juni 2014 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld;

Gelet op artikel 14 van het toewijzingsreglement van de woningen uit het gemeentelijk privé-patrimonium dat bepaalt: «het College van Burgemeester en Schepenen brengt jaarlijks verslag uit van zijn toewijzingsbeslissingen aan de gemeenteraad. Het jaarverslag vermeldt voor iedere toegekende woning de kandidaat-huurders die gekozen werden in toepassing van artikel 7, de berekening op basis waarvan er gekozen werd tussen de kandidaat-huurders of in voorkomend geval de motivering die aan de basis ligt van de toepassing van artikel 10, de naam van de geselecteerde huurder en de kenmerken van diens gezin en de woning.»;

Gelet op artikel 32 §3 van de Huisvestingscode die bepaalt dat: «de openbare vastgoedoperator bezorgt jaarlijks een verslag over zijn beslissingen tot toewijzing aan het orgaan dat het in artikel 27 bedoelde Toewijzingsreglement heeft uitgevaardigd. Dat verslag vermeldt de namen van de aanvragers die gekozen werden overeenkomstig artikel 30, § 1, voor elke toegewezen woning, de berekening die een rangschikking van de aanvragers mogelijk heeft gemaakt of, in voorkomend geval, de redenen die de toepassing van artikel 31 gerechtvaardigd hebben, de uiteindelijk gekozen aanvrager en de kenmerken van zijn gezin en van de woning.»

Overwegende dat het gemeentebestuur in 2016 beschikte over een privé-patrimonium van

338 bezette of bewoonbare woningen en dat om zich te houden aan de bovenstaande wetgeving, het College van Burgemeester en Schepenen een verslag dient voor te leggen aan het orgaan dat het toewijzingsreglement heeft uitgevaardigd, namelijk de Gemeenteraad;

Beslist:

Om het jaarverslag goed te keuren van de toewijzingen 2016 van het Departement Gemeentelijke Eigendommen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Rapport Attributions anonyme 2016.ods

Veerle Vandenabeele quitte la séance / verlaat de zitting

19.06.2017/A/0020 **Monitoring de l'offre scolaire; collaboration des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale à la transmission des données relatives au monitoring de l'offre scolaire.**

Le Conseil,

Vu l'initiative de Brulocalis de créer un monitoring dans l'offre scolaire en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le Service Ecole de Perspective.brussels est chargé de suivre le processus de création de places d'écoles dans la Région bruxelloise ;

Vu, qu'à ce titre, il a contacté Brulocalis pour relayer auprès des Pouvoirs Organisateurs des communes cette nouvelle mission ;

Considérant que Perspective.brussels souhaite proposer la conclusion de conventions entre les 19 communes et son service ;

Vu que ces conventions prévoient un transfert de données statistiques 2 fois par an et, la première fois, en septembre 2017 ;

Décide :

- de participer au monitoring de l'offre scolaire en Région de Bruxelles-Capitale.
- de signer la convention, en annexe, entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et le Service Ecole de Perspective.brussels.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Monitoring schoolaanbod; samenwerking van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de transmissie van de gegevens betreffende het schoolaanbod.

De Raad,

Gezien het initiatief van Brulocalis een monitoring van het schoolaanbod in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te creëren ;

Overwegende dat de dienst Scholen van Perspective.brussels de opdracht heeft gekregen om het proces van de creatie van plaatsen in scholen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op te volgen ;

Gezien zij hiervoor Brulocalis gecontacteerd hebben om bij de inrichtende machten van de gemeenten deze nieuwe opdracht bekend te maken ;

Overwegende dat Perspective.brussels voorstelt om overeenkomsten tussen de 19 gemeenten en hun dienst scholen af te sluiten ;

Overwegende dat deze overeenkomsten in een transmissie van statistische gegevens, 2 maal per jaar en een eerste keer in september 2017, voorziet ;

beslist :

- deel te nemen aan de monitoring van het schoolaanbod in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- de overeenkomst, in bijlage, tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de Dienst scholen van Perspective.brussels te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
annexes convention monitoring.pdf*

Veerle Vandenabeele entre en séance / treedt in zitting

19.06.2017/A/0021 **Enseignement fondamental; Procédure d'appel aux candidat(e)s pour la désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur(trice) dans l'enseignement fondamental pour une durée supérieure à 15 semaines.**

Le Conseil,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le Statut des directeurs, plus particulièrement en ses articles 57 à 60;

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Collège en date du 16 mai 2017 désignant pour la période du 15 mai au 30 juin 2017, une institutrice primaire définitive, en qualité de directrice temporaire de la Nouvelle Ecole suite à la démission de la directrice temporaire à la date du 15 mai 2017;

Considérant que la présente désignation venant à échéance au 30 juin 2017, il y a dès lors lieu de lancer un appel aux candidat(e)s pour la désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur(trice) dans l'enseignement fondamental pour une durée supérieure à 15 semaines;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service ainsi que le bon fonctionnement de l'établissement scolaire concerné à savoir La Nouvelle Ecole dès le 1er septembre 2017 (rentrée scolaire);

Considérant que pour ce qui est du déroulement de ladite procédure celle-ci s'effectuerait idéalement selon la planification suivante:

1. **Examen de la procédure d'appel par le Collège** entre le 6 et 13 juin 2017 au plus tard.
2. **Ratification de la procédure d'appel par le Conseil communal** lors de sa séance du 19 juin 2017.
3. Tenue d'une **Copaloc** le 13 juin 2017 en vue de l'examen de l'appel à candidatures.
4. **Lancement de l'appel** à candidatures par voie d'avis et d'affichage au sein de La Nouvelle Ecole pour une durée de 10 jours ouvrables du 20 juin au 3 juillet 2017 inclus.
5. **Clôture de l'appel et recevabilité:** dans la semaine suivant la clôture de l'appel, on procède à l'examen de la recevabilité des candidatures à savoir dans la semaine du 10 juillet 2017.
6. **Examen de la désignation du directeur(trice) à titre temporaire par le Collège** suite à l'appel aux candidat(e)s dans la semaine du 10 juillet 2017
7. **Examen communal** à envisager dans la semaine du 16 août 2017 au cas où il y aurait plusieurs candidats.
8. **Désignation du directeur(trice) à titre temporaire** par le prochain **Conseil communal** idéalement lors de sa séance du mois août ou sinon de septembre avec effet rétroactif au 1er septembre 2017

Attendu que dès lors, il y a lieu de relancer un nouvel appel à candidat(e)s pour la désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur(trice) dans l'enseignement fondamental pour une durée supérieure à 15 semaines considérant la nécessité d'assurer la continuité du service au 1er septembre 2017;

Décide :

De procéder à la ratification de la procédure d'appel aux candidat(e)s pour la désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur(trice) dans l'enseignement fondamental pour une durée supérieure à 15 semaines selon la planification proposée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

19.06.2017/A/0022 **Enseignement fondamental; règlement de travail du personnel Directeur, Enseignant et Assimilé.**

Le Conseil communal,

Vu que la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail impose aux communes et aux provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en compris leur personnel enseignant;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2013 qui donne force obligatoire à la décision du 14 mars 2013 de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné fixant le cadre du règlement de travail;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

Vu le décret du 10 mars 2006, relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion;

Vu l'accord de la Copaloc en sa séance du 26 juin 2015;

Considérant que le présent règlement n'a pu, depuis, être diffusé, tel quel, auprès des membres du personnel, la Copaloc ayant convenu de surseoir à sa diffusion compte tenu des changements devant encore intervenir dans le cadre de ce règlement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du (nouveau modèle de) règlement de travail publié au Moniteur Belge du 15 avril 2016 et révisant sa décision du 14 mars 2013;

Considérant ce nouveau modèle de règlement de travail;

Considérant la Copaloc du 25 avril 2016 suite à laquelle il a été convenu de constituer un groupe de travail autour de ce nouveau règlement de travail;

Considérant que le groupe de travail s'est réuni en date du 9 mai 2016;

Considérant que le présent règlement de travail dans sa nouvelle mouture a été porté à la connaissance des membres du personnel auquel il s'applique, par voie d'affichage durant 10 jours ouvrables;

Considérant que suite à son approbation, le présent règlement sera officiellement remis à chaque membre du personnel auquel il s'applique ce contre accusé de réception;

Considérant le réexamen du règlement en COPALOC du 13 juin 2017;

Décide :

d'approuver le règlement de travail du personnel Directeur, Enseignant et Assimilé de l'enseignement fondamental.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

3 annexes / 3 bijlagen

RT Fondamental - Sans Modif.pdf, Regl trav enseign fondam.pdf, RT Fondamental - Avec Modif.pdf

19.06.2017/A/0023 **Enseignement secondaire; règlement de travail des membres du personnel
Directeur, Enseignant et Assimilé**

Le Conseil communal,

Vu que la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail impose aux communes et aux provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en compris leur personnel enseignant;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2013 qui donne force obligatoire à la décision du 14 mars 2013 de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné fixant le cadre du règlement de travail;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

Vu le décret du 10 mars 2006, relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion;

Vu l'accord de la Copaloc en sa séance du 26 juin 2015;

Considérant que le présent règlement n'a pu, depuis, être diffusé, tel quel, auprès des membres du personnel, la Copaloc ayant convenu de surseoir à sa diffusion compte tenu des changements devant encore intervenir dans le cadre de ce règlement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du (nouveau modèle de) règlement de travail publié au Moniteur Belge du 15 avril 2016 et révisant sa décision du 14 mars 2013;

Considérant ce nouveau modèle de règlement de travail;

Considérant la Copaloc du 25 avril 2016 suite à laquelle il a été convenu de constituer un groupe de travail autour de ce nouveau règlement de travail;

Considérant que le groupe de travail s'est réuni en date du 9 mai 2016;

Considérant que le présent règlement de travail dans sa nouvelle mouture a été porté à la connaissance des membres du personnel auquel il s'applique, par voie d'affichage durant 10 jours ouvrables;

Considérant que suite à son approbation, le présent règlement sera officiellement remis à chaque membre du personnel auquel il s'applique ce contre accusé de réception;

Considérant le réexamen du règlement en COPALOC du ***** 2017;

Décide :

d'approuver le règlement de travail du personnel Directeur, Enseignant et Assimilé de l'enseignement secondaire, comme repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

4 annexes / 4 bijlagen

Règl trav second Annexe.pdf, Règl trav second Partie 2.pdf, RT Secondaire - Sans modif.pdf, RT Secondaire - Avec modif.pdf

Mohammed Jabour quitte la séance / verlaat de zitting

19.06.2017/A/0024 **Enseignement secondaire; Lycée Guy Cudell; R.O.I. et projet d'établissement.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 27 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu les projets de nouveaux règlement d'ordre intérieur et du nouveau projet d'établissement du Lycée Guy Cudell pour les années scolaires 2017-2018 et suivantes;

Considérant l'avis des membres du personnel du Lycée Guy Cudell réunis en journée pédagogique le 24 novembre 2016;

Considérant l'avis du Conseil de Participation réuni en séance du ***** 2017;

Considérant l'avis de la Copaloc réunie en séance du ***** 2017;

Décide:

D'approuver :

- le nouveau R.O.I. du Lycée Guy Cudell pour les années scolaires 2017-2018 et suivantes;

- le nouveau projet d'établissement du Lycée Guy Cudell pour les années scolaires 2017-2018 et suivantes.

Le point est reporté.

26 votants : 26 votes positifs.

2 annexes / 2 bijlagen

projet d'établissement-3-1.pdf, ROI - Lycée Guy Cudell.pdf

Mohammed Jabour entre en séance / treedt in zitting

19.06.2017/A/0025 **Compte communal pour 2016; approbation.**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur, de vous présenter pour approbation le compte budgétaire communal pour l'exercice 2016 ainsi que le bilan et le compte de résultats, qui présente à l'analyse les résultats se trouvant en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeenterekening voor 2016; goedkeuring.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij hebben de eer U de begrotingsrekening van de Gemeente over het dienstjaar 2016 voor te leggen voor goedkeuring, alsmede de balans en de resultatenrekening, de welke bij analyse, de volgende bijgevoegde resultaten opleveren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

compte budget 2016 NL présentation F & E.pdf, compte budget 2016 NL.pdf, compte budget 2016 FR.pdf, Compte 2016 - tableaux récapitulatifs FR.odt, Compte 2016 - tableaux récapitulatifs NL.odt, Bilan & Cpte résultats 2016 FR & NL.pdf, CONSEIL Compte 2016 - Tableaux des résultats NL.odt, CONSEIL Compte 2016 - Tableaux des résultats FR.odt, compte budget 2016 FR présentation F & E.pdf

19.06.2017/A/0026 **Basisdossier van het nieuw contract voor stadsvernieuwing in de Noordwijk – Dossier de base du nouveau contrat de Rénovation Urbaine (CRU) pour le quartier Nord; interpellatie ingediend door Dhr. F. ROEKENS, Gemeenteraadslid.**

De Raad neemt kennis.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 - Basisdossier van het nieuw contract voor stadsvernieuwing in de Noordwijk; interpell. F. Roekens.pdf

19.06.2017/A/0027 **Interpellation de Monsieur Luc FREMAL concernant « le nouveau contrat de Rénovation Urbaine (CRU) pour le quartier Nord » au Conseil communal du 19 juin 2017.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 - nouveau contrat de Rénovation Urbaine (CRU); interpell. L. Frémal.pdf

19.06.2017/A/0028 **Aankoop van de gemeente van een pand voor de huisvesting van de gemeentelijke administratie (Koningsstraat 284); interpellatie ingediend door Dhr. F. ROEKENS, Gemeenteraadslid.**

De Raad neemt kennis.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 - Aankoop Koningsstr. 284; interpell. F. ROEKENS.pdf

19.06.2017/A/0029 **Interpellation de Monsieur Luc FREMAL concernant « l'acquisition d'un nouveau bâtiment communal pour le personnel communal » au Conseil communal du 19 juin 2017.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 - acquisition d'un nouveau bâtiment communal; interpell. L. Frémal.pdf

19.06.2017/A/0030 **Concertzaal Botanique lonkt naar Gesukerk; interpellatie ingediend door Dhr. F. ROEKENS, Gemeenteraadslid.**

De Raad neemt kennis.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 - Concertzaal Botanique lonkt naar Gesukerk; interpell. F. Roekens.pdf

19.06.2017/A/0031 **Quatre plaintes ont été déposées par des fonctionnaires communaux à l'égard de l'échevin Monsieur Mohamed Azzouzi ; interpellation introduite par M. Ahmed MOUHSSIN, Conseiller communal.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 Plaintes - Int. A. Mouhssin.odt

19.06.2017/A/0032 **Sortir la place Houwaert du projet ; interpellation introduite par M. Ahmed MOUHSSIN, Conseiller communal.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 Houwaert - Int. A. Mouhssin.odt

19.06.2017/A/0033 **Recevabilité d'une question ; interpellation introduite par M. Ahmed MOUHSSIN, Conseiller communal.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

19.06.2017 Question - Int. A. Mouhssin.odt

19.06.2017/A/0034 **Interpellation de Madame Dorah ILUNGA à Monsieur Kadir OZKONACI, Echevin des Sports de Saint-Josse sur « la politique communale des chèques-sports » au Conseil communal du 19 juin 2017.**

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage
19.06.2017 - chèques-sports; interpell. D. ILUNGA.pdf

19.06.2017/A/0035 **Sibelgaz; Assemblée générale extraordinaire; désignation de trois représentants; modification de la décision du 27 février 2017.**

Le Conseil,

Revu la décision du 27 février 2017 relative à la désignation de trois représentants de la commune à l'Assemblée générale extraordinaire de Sibelgaz;

Vu que les désignations de Mme Laaraj Touria et de M. Ozdemir Mustafa ne sont pas valables car l'article 33 des statuts modifiés de Sibelgaz prévoit que: "Il existe une incompatibilité entre le mandat de représentant à l'assemblée générale et celui de membre de l'un des autres organes. Les incompatibilités visées à l'article 21 des présents statuts sont également d'application aux membres de l'assemblée générale".;

Vu la loi du 22 décembre 1986 sur les Intercommunales;

Vu l'article 33 des statuts modifiés de Sibelgaz qui dispose de ce qui suit:

- l'administration communale détenant deux parts C1, peut désigner 2 représentants;
- la commune de Saint-Josse-ten-Noode comptant plus de 5.000 habitants, a droit à 1 représentant supplémentaire;

Etant donné que le Conseil communal a désigné 3 représentants aux 2 Assemblées générales extraordinaires du 29 décembre 2015;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 février 2017 approuvant les modifications de statuts de Sibelgaz et la définition du mandat;

Vu que les représentants que le Conseil communal délègue ne peuvent être représentants déjà mandaté au sein de Sibelgaz;

Etant donné qu'un représentant choisi parmi l'opposition au Conseil communal doit être désigné conformément aux modifications des statuts de Sibelgaz approuvées par le Conseil communal du 27 février 2017;

Décide :

de désigner

- Mme Julie De Pauw, en qualité de représentante;
- Mme Derya Bulduk, en qualité de représentante;
- M. Muradyan Serob, en qualité de représentant supplémentaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Sibelgas; Buitengewone algemene vergadering; aanduiding van drie vertegenwoordigers; wijziging van de beslissing van 27 februari 2017.

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beslissing van 27 februari 2017 betreffende de aanduiding van drie vertegenwoordigers van de gemeente op de buitengewone Algemene vergadering van Sibelgaz;

Gelet op het feit dat de aanduidingen van Mevr. Laaraj Touria en Dhr. Ozdemir Mustafa niet geldig zijn aangezien artikel 33 van de gewijzigde statuten van Sibelgaz voorziet dat: "Er een onverenigbaarheid bestaat tussen het mandaat van vertegenwoordiger bij de algemene vergadering en dat van lid van één van de andere organismen. De onverenigbaarheden bedoeld in artikel 21 van deze statuten zijn eveneens van toepassing op de leden van de algemene vergadering".;

Gelet op de wet van 22 december 1986 op de Intercommunales;

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 26 oktober 2015 betreffende "Sibelgaz, Algemene vergadering van 29 december 2015; voorgestelde fusie-operatie inclusief "Eandis - Assets" en vaststelling van het mandaat";

Gelet dat het artikel 33 van de gewijzigde statuten van Sibelgaz bepaalt:

- dat de Gemeente twee aandelen C1 bezit en dit geeft recht op 2 vertegenwoordigers;
- dat de Gemeente meer dan 5.000 inwoners heeft en dit geeft recht op 1 bijkomende vertegenwoordiger;

Gezien de Gemeenteraad 3 vertegenwoordigers naar de 2 buitengewone Algemene Vergadering van 29 december 2015 heeft afgevaardigd;

Gelet dat het artikel 33 van de gewijzigde statuten van Sibelgaz bepaalt dat: "Er bestaat een overtuigbaarheid tussen het mandaat van vertegenwoordiger op de algemene vergadering en dat van lid van één van de andere organen. De onverenigbaarheden voorzien in artikel 21 van onderhavige statuten zijn eveneens van toepassing op de leden van de algemene vergadering";

Gezien de Gemeenteraad van 27 februari 2017 de statutenwijzigingen van Sibelgaz en de vaststelling van het mandaat goedgekeurd heeft ;

Overwegende dat de vertegenwoordigers afgevaardigd door de Gemeenteraad geen vertegenwoordigers mogen zijn die reeds gemandateerd werden bij Sibelgaz;

Gezien een vertegenwoordiger gekozen onder de leden van de oppositie in de Gemeenteraad moet worden aangeduid overeenkomstig de gewijzigde statuten van Sibelgaz goedgekeurd door de Gemeenteraad van 27 februari 2017;

Beslist:

- Mevr. Julie De Pauw, in hoedanigheid van vertegenwoordigster;
- Mevr. Derya Bulduk, in hoedanigheid van vertegenwoordigster;
- Dhr. Muradyan Serob, in hoedanigheid van bijkomende vertegenwoordiger aan te duiden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

délibération+du+27+02+17+.pdf, Délibération 27.03.2017.pdf, Arrêté.pdf, courrier+sibelgaz.pdf

Levée de la séance à 22:30
Opheffing van de zitting om 22:30

Le Secrétaire communal f.f.,
De w.d. Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Marie-Rose Laevers

Emir Kir